

**RAOUL CHABOT**

36 Rue des Fontaines 92310 SEVRES

Tel: 0146264295

raoul.chabot@orange.fr

rouagesdelamondialisation.fr

**AU CHEVET D'UN GRAND MALADE:**

**LE MODELE SOCIAL FRANCAIS**

**POUR L'EUROPE, LA SCIENCE ECONOMIQUE,**

**ET LES GENERATIONS FUTURES**

**VERSION PROVISOIRE DU 11 NOVEMBRE 2020**

**CE BILAN DE 25 ANS DE RECHERCHES EST DEDIE A :**

**Mes Petits-enfants, Félix, Cléo, Joséphine, Garance, Violette, Sibylle et Eloi,  
leurs cousins et cousines et leurs futurs descendants,  
et vos propres Enfants et Petits-enfants, chers et trop rares lecteurs.**

**"Pour qu'ils n'aient pas trop honte du Monde que nous leur lèguerons, et ne  
soient pas condamnés à des allers et retours entre chômage et petits boulots,  
...où à l'expatriation".**

**Et en hommage à :**

**Mon Grand Père Joseph Tartanson**, qui sut se reconvertir pour améliorer l'existence de  
ses concitoyens, et trouva le temps de piloter mes propres études.

**Mes parents, Paule et Albert Chabot**, qui m'ont transmis leur devise de chefs scouts,

**TOUJOURS PLUS HAUT.**

**Ma femme Suzanne** qui a su, elle aussi, se reconvertir pour exercer le métier dont elle  
rêvait. Et qui m'a surtout encouragé et soutenu depuis 65 ans, dans une carrière qui l'a obligée à  
déménager sept fois, et a connu moult péripéties stressantes.

## INTRODUCTION : LE PSYCHODRAME DES RETRAITES,

### ENFIN UN PROBLEME FRANCO-FRANÇAIS!

Les mesures de confinement qui ont permis d'enrayer -provisoirement ?- la crise sanitaire causée par le coronavirus ont entraîné une crise économique mondiale majeure. Qui a forcé tous les gouvernements, quelles que soient leurs orientations idéologiques, et les banques centrales, quels que soient leurs statuts, à monter en première ligne. Avec quatre conséquences :

- Le cout des « Modèles Sociaux » s'est envolé, alors que la création de richesse était au contraire amputée de 5% à 15% des PIB dans les principaux pays développés.
- L'endettement des Etats s'est accru de l'équivalent de 10% à 15% du PIB.
- Seul le recours aux Banques Centrales a permis de trouver les centaines de milliards nécessaires pour éviter un effondrement total des économies dans un premier temps, l'indispensable relance dans un second temps. Bref tous les pays ont recours intensivement à « la planche à billet ».
- Cette distribution massive d'argent gratuit a entraîné une hausse vertigineuse des inégalités, entre des pauvres de plus en plus nombreux, et des ultra riches -les 0,01%-grands bénéficiaires de l'envolée des marchés financiers.

Les 5 métiers que j'ai exercés, dans une carrière d'ingénieur militaire progressivement reconverti en Directeur Financier, m'ont préparé à comprendre les raisons du déclin du Modèle Français, et des dangers qui guettent la Zone Euro.

Je fais partie des générations à qui la Collectivité a offert une retraite confortable, et avant usure complète. Les travaux que je poursuis à mi-temps depuis 25 ans, tout en m'occupant attentivement de mes petits enfants, avaient l'ambition de la remercier, en l'aidant à décrypter l'évolution du monde, les Rouages de la Mondialisation. Les mises à jour périodiques de mes diagnostics montrent que la crise économique mondiale causée par le coronavirus ne fait qu'aggraver des dérives structurelles, et exacerber l'urgence à les corriger. Elle donne un tour plus concret à mes travaux: contribuer au redressement nécessaire en proposant des pistes pour sauver un Modèle Social Français en très grandes difficultés.

X

X X

Le psychodrame de la réforme des retraites m'a en effet fait découvrir le cout exorbitant du système existant, et les scandaleuses inégalités créées par la faiblesse de l'Etat Employeur et des politiciens, face aux groupes de pression capables de bloquer l'économie française. C'est une illustration caricaturale des dérives du "Modèle Social Français". Mais il s'agit là d'un problème "Franco-français" : personne n'ose sérieusement accuser l'Europe et l'OCDE -à part la diffusion de leurs maudites statistiques. Ni accuser "LES MARCHES FINANCIERS", tant qu'ils maintiennent imperturbablement leur excellent rating de la dette française. Les systèmes de retraite de certains membres de la zone euro connaissent des dérives encore plus graves, mais la France n'a besoin d'aucun accord international pour corriger cette infirmité majeure. Au contraire, elle accroîtrait considérablement sa crédibilité internationale en montrant l'exemple.

Au fur et à mesure des reculs face aux groupes de pression, pour tenter de sauver l'ambition de créer un système unique de retraite paré de toutes les vertus, j'ai compris qu'un hypothétique compromis se ferait au détriment des grands absents dans ce féroce affrontement, les générations futures. Bref la gravité de la situation m'a paru mériter un dernier effort pour défendre les intérêts de nos enfants et petits-enfants. Attachez vos ceintures :

Je suis un chercheur indépendant ne vivant pas de financements plus ou moins douteux. Je ne suis encarté dans aucun parti politique, même si je ressens beaucoup de sympathie pour ceux qui ont le courage de tenter de réformer la France et l'Europe. Je peux donc me permettre d'appeler un chat un chat, et de crier toute l'indignation que suscitent les comportements nuisibles de certaines grandes gueules. Et ma consternation devant l'aveuglement stupide de nombre de ceux qui les soutiennent activement ou passivement, contribuant à scier la branche sur laquelle ils sont assis. Mon décryptage du passé, et surtout mon évaluation des évolutions nécessaires, compte tenu de l'effondrement de la croissance mondiale due au coronavirus, risquent de vous décoiffer!

X

X X

Lutter contre l'envolée des inégalités, et surtout affronter l'hostilité déclarée des Etats-Unis de Donald Trump, ne peuvent se mener au seul niveau de petits pays comme la France, ou même l'Allemagne. Seule une Europe Unie aurait la puissance économique et financière indispensable pour jouer dans la cour des grands.

L'Europe ne progresse malheureusement que lorsque des crises la mettent en danger. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump me redonna un peu d'espoir : il paraissait impossible de détruire toute coopération internationale, violer toutes les règles de bonne gestion budgétaire et financière, et démanteler les timides efforts de son prédécesseur pour réguler la "finance de l'ombre", sans finir par déclencher une nouvelle crise économique et financière mondiale qui exigerait un sursaut. Hélas, j'ai assisté, consterné, à sa course à la réélection, bien aidé par son "ami" Poutine. Et je suis surtout épouvanté par la dégradation de l'ex grande démocratie américaine que révèle le refus de Donald Trump d'admettre le verdict des urnes, et de permettre à son successeur de remettre les Etats-Unis dans le droit chemin d'un monde respectant les règles de la coopération internationale.

X

X X

Aucune des grandes gueules qui retrouvent une popularité éphémère en mêlant protection des avantages acquis pour les uns et promesses tous azimuts pour les autres, ne se soucie de situer ce problème Franco-français dans son environnement européen et mondial. L'évolution de ce dernier va dépendre d'événements et décisions sur lesquels la France a peu ou pas d'influence :

- Dans quels délais le Monde disposera-t-il d'un ou plusieurs vaccins opérationnels, et en quantités suffisantes pour vaincre le covid 19, et reprendre une vie "normale" ?
- Quel sera le résultat final de l'élection présidentielle américaine, et permettra-t-il de calmer la Guerre Economique, Monétaire et Climatique accélérée par Trump?
- Le Royaume Désuni va-t-il plonger dans l'inconnu en persistant à refuser un accord commercial acceptable par l'Union Européenne?

J'ai donc décidé de couper le bilan de mes travaux en deux :

- Sortir sans attendre, vue l'urgence, une version provisoire de la présente contribution centrée sur les dysfonctionnements du Modèle Social Français.
- Reporter de quelques semaines une seconde contribution dont le probable titre annonce le contenu :

**LA VIEILLE EUROPE FACE A LA GUERRE ECONOMIQUE ET MONETAIRE,  
ET A L'URGENCE CLIMATIQUE**

Pour aider les lecteurs à zapper rapidement vers leurs centres d'intérêt personnels -avant de reprendre, je l'espère, une lecture plus méthodique- voici un plan sommaire.

**La PREMIERE PARTIE, quasiment définitive**, rappelle l'évolution des performances des 15 principaux pays développés de 1997, date de lancement effectif de la Zone Euro, à 2019, veille de l'apparition du coronavirus. Pour réconcilier les Citoyens-Electeurs avec ce que l'on appelait dans ma jeunesse l'Economie Politique, le fil conducteur est la **mesure des performances et contre performances des Modèles Nationaux, dans la satisfaction de leurs Objectifs Fondamentaux** :

**Premier chapitre** (pages 11 à 16) : Les deux premiers Objectifs Fondamentaux sont Economiques.

Pour **l'évolution du niveau de vie**, la France se situe médiocrement à la huitième place pour l'ensemble de la période 1998 2019, légèrement devant l'Allemagne. **Premier signal d'alerte rouge pour la Zone Euro** : Seul le Japon se glisse au milieu des huit membres pour se partager les dernières places. (Graphiques 1a et 1b pages 12 et 13).

Les performances Françaises sur le **front de l'emploi**, douzième, sont carrément indignes d'un pays qui s'obstine à proclamer qu'il a le meilleur Modèle Social (Graphique 2a page 14)

Quelles que soient les pondérations accordées aux deux premiers objectifs fondamentaux, la performance économique globale de la France est douzième (graphiques 4a et 4b page 15)

Pour tous ces critères d'efficacité, le Modèle Français se retrouve en fort mauvaise compagnie, Grèce Italie Portugal, et Japon seul pays hors Europe inefficent. En revanche la Suède, seconde derrière la Corée, aussi bien pour la progression du niveau de vie que pour les performances sur le front de l'emploi, sort grande vainqueur de cette compétition. Le Danemark, pourtant handicapé par son obstination à accrocher sa monnaie à l'euro surévalué, et la Finlande, pourtant handicapée par la gravité du sinistre économique et financier qui a frappé son porte-drapeau Nokia, ne sont pas loin.

**Second chapitre** (pages 17 à 26) : Le troisième Objectif Fondamental est de lutter contre l'envolée des inégalités qui mine les Démocraties Occidentales ( et les autres aussi).

**Les Etats-Unis sont le paradis des très riches**, (graphiques 11a et 11b, pages 19)

Les **Classes moyennes américaines sont les grandes victimes** de cette priorité donnée à l'enrichissement des riches (graphiques 13a et 13b, page 20). A l'opposé, les **classes moyennes suédoises** sont les grandes gagnantes. La véritable finalité du Modèle Social Français est de protéger, et perpétuer, le **Paradis des Services Publics**, en activité et en retraite, qui sont de gros bataillons des classes moyennes françaises (page 22).

Les dégâts macroéconomiques, sociaux et politiques des ultra riches (les 0,1%) (graphique 14, page 25) prennent une dimension affolante.

**Alerte rouge (c'est un euphémisme) pour les Etats-Unis** pour l'absence de lutte contre les inégalités (graphiques 15a et 15b, page 26), qui ont le facteur majeur de la perversion de la Démocratie Américaine. Suède et Danemark sont second et troisième de ce palmarès, ce qui ne

les gêne nullement pour réaliser de brillantes performances économiques. Les Pays-Bas sauvent l'honneur de la Zone Euro, la France est cinquième.

**Troisième chapitre** (pages 27 à 35) : Le quatrième Objectif Fondamental est la Compétitivité Internationale.

Il ne faut pas oublier le tourisme (graphique 21, page 28), dont l'effondrement va gravement handicaper les pays de l'Europe du Sud.

**Alerte Rouge pour la France** en raison de l'effondrement de sa balance des échanges internationaux: Seule l'Italie lui évite d'être la **lanterne rouge pour la compétitivité des exports**. (graphique 23a et 24 page 30) Belles performances en revanche de la Suède et du Danemark. Pour une fois Grèce, Portugal étaient aux places d'honneur : l'envolée du tourisme avait plus que compensé l'affaiblissement de leurs industries manufacturières.

Pour ne pas mourir idiot sur l'impact des parités sur la compétitivité internationale, ne manquez pas la présentation des **Barrières Monétaires** ( pages 34 et 35) et la visualisation conséquences des politiques monétaires opposées de la Suède et du Danemark (graphique 29b, page 35).

**Quatrième chapitre** (pages 36 à 45) : Le cinquième Objectif Fondamental est de Maintenir des Finances Publiques, et surtout externes, solides.

La onzième place de la France pour la **fragilité de ses finances publiques** (graphique 46b page 41), très loin de l'Allemagne et des Pays Nordiques, montre que ses marges de manœuvre pour doper son économie par l'endettement sont faibles.

Mais la véritable contrainte financière est la **fragilité des finances externes**. La France est dixième, mais seuls le Portugal et la Grèce sont derrière elle, parmi les pays où une dévaluation est interdite (graphiques 47a et 47b page 42).

Dans un pays drogué depuis toujours au recours à l'Etat et à l'endettement public, répéter que "tout sera fait, quel qu'en soit le prix" c'est **conseiller à un ivrogne de soigner sa cuite par une dernière rasade!**

En combinant les résultats obtenus aux cinq épreuves, j'attribue aux quinze pays un "Certificat d'Adaptation à la Mondialisation". (graphique 49, page 45). Corée, Suède, Pays-Bas, Danemark et Allemagne, avec des notes comprises entre 20 et 15, obtiennent les félicitations du jury. Avec une note de 12, la France mène le peloton des pays qui n'ont pas encore vraiment compris les opportunités et les contraintes de la Mondialisation Economique et Financière.

La dixième place des Etats-Unis est paradoxale : Trump a trop bien compris que tant que la Chine se contentait de fourbir ses armes en attendant le moment propice pour les utiliser, et tant que la Zone Euro ne se décidait pas à devenir les Etats-Unis d'Europe, il pouvait faire n'importe quoi. A l'échelle des décennies, cela risque de se révéler fort imprudent...

**La SECONDE PARTIE, quasi définitive, est consacrée à l'analyse des évolutions des systèmes de retraites français et Européens jusqu'en 2020. :**

**Chapitre cinq** (pages 46 à 48) : Le système français est le fruit pourri de 25 ans de promesses inconsidérées.

**Chapitre six** (pages 48 à 50) : Le déni des réalités démographiques.

**Chapitre sept** (pages 50 à 54) : Un Système "hors normes internationales".

- La France est championne du monde développé pour l'âge de départ à la retraite, et la durée de la retraite (graphiques 52 et 53 page 50 et 51).

- Mais c'est un paradis des retraités hors de prix. Le prélèvement sur la richesse nationale, 14,1% du PIB, excède de 3,2 points de PIB celui de l'Allemagne, de 4 points celui de la Suède, et de 4,6points la moyenne de l'OCDE (graphique 54 page 51).

**- Sans reculs de l'âge de la retraite et sous-indexation des retraites, le COR reconnaît que le cout des retraites aurait grimpé à 18% du PIB en 2019, et aurait atteint 21% en 2040 (graphique 56, page 51)**

- Et les cotisations moyennes supportées par les actifs, se montent à 27,4% du salaire brut, contre 19% pour l'Allemagne, 21,9% pour la Suède et 12% seulement pour le Danemark, où l'Etat prend en charge une partie du cout des retraites (graphique 57 page 54).

**Chapitre huit** (pages 55 à 59) : **DES INEGALITES SCANDALEUSES.**

- En dix ans la part des dépenses de retraites des principaux régimes spéciaux couverte par des subventions publiques est passée de 60% à 63% (graphique 60 page 55).

- L'âge moyen de départ à la retraite est inférieur de 5,2 ans pour les Industries Electriques et Gazières, 7,2 ans pour ceux de la RATP, et 6 ans pour la SNCF (graphique 61 page 55) . Idem pour les fonctionnaires (graphique 62 page 56) .

- Des retraites publiques et para publiques massivement supérieures à celles du régime général du privé : 4 fois supérieur pour les IEG, 3 fois supérieur pour la SNCF, les fonctionnaires et la RATP (graphiques 63a et 63b page 57) .

- Le déni de justice est encore plus scandaleux pour les femmes (graphique 64 page 57).

- Le niveau de vie des retraités, qui oscillait entre 103% et 106% du niveau de vie de la population globale depuis 2010, bondirait à 110% en 2010 (graphique 65 page 58).

**En combinant les deux privilèges (âge de départ et montant des retraites), le retraité des Régimes Spéciaux disposera d'un "capital ressources" 2,5 fois plus élevées que celles du retraité du Régime Général (page 58).**

- Un régime super-spécial : avocats, CGT, et "black blocks", même combat??? (page 58)

**Chapitre neuf** (pages 59 à 62) : Un système des retraites structurellement déficitaire.

De 2000 à 2018, les seules cotisations retraite n'ont JAMAIS permis de financer la totalité des dépenses (graphiques 66 et 67, pages 60 et 61). **Le déséquilibre structurel du passé, loin de se résorber, aurait continué à proliférer, même en l'absence du coronavirus.**

**Chapitre dix** (pages 62 à 64) : Il y a encore pire que le système de retraite français! Le tableau T1 (page 64) montre qu'en 2019 :

- Le cout des retraites est en France supérieur de 2,7 points de PIB à celui des pays vertueux (Europe du Nord) et à peine inférieur de 0,9 points à celui des pays du Club Med (Europe du sud).

- Les cotisations retraite , qui impactent essentiellement les entreprises et les travailleurs de l'Economie Marchande, sont supérieures en France de 8,3 points du PIB à celles qui frappent leurs concurrents des pays vertueux.

**La TROISIEME PARTIE,** très provisoire, fournit une première estimation des conséquences économiques et financières de la crise du coronavirus.

Il faut **changer de paradigme** : cesser de s'obnubiler sur le **conjoncturel** (1 à 2 ans), et concentrer les efforts sur la recherche des réformes **structurelles** qui permettront de retrouver en dix ans une croissance financièrement équilibrée (page 65).

**Chapitre onze** (pages 66 à 69) : la destruction de richesse par le coronavirus

Le gâteau à partager entre les acteurs économiques a été inférieur de 200 milliards d'euros 2018 pour les cinq années 2008 à 2012. Ceci représente 9% du PIB de la période, soit 10 mois de croissance effacés (annexe 4)

Le gâteau à partager sera **inférieur de 300 milliards d'euros 2018 pour la seule année 2020.** Les perspectives de récupération en 2021 et 2022 sont incertaines (graphique 70 page 66)

Sans réformes nouvelles, le véritable solde financier (dépendes moins les seules cotisations) plongerait de **-53 Mds (2,2% du PIB) en 2020, à -109 Mds (3,3% du PIB en 2030** dans un scénario optimiste (pas de troisième vague) (graphique 74 page 69 )

**Chapitre douze** (pages 69 à 73) : Des pistes de réformes.

Pour retrouver sa Crédibilité Européenne, et redresser sa compétitivité internationale, **il faut que la France rejoigne en 2030 le Club des pays vertueux** (page 71).

Premier objectif fondamental, ramener à **12% du PIB les dépenses de retraite 2030.**

Le tableau T2 (page 71) présente deux variantes issues de la "Boite à outils" proposée.

- La variante 1 (page 72) décrit une **approche de comptable "bête et méchant"** (le même effort pour tous), combinant un **allongement de deux ans de la vie active** et **1,2 points de baisse annuelle du pouvoir d'achat pendant 10 ans.**

- La variante 2 (pages 73 et 74) introduit des préoccupations de justice sociale et d'efficacité démographique Réduire l'écart entre public et privé, remercier les femmes qui



continuent à sacrifier leur carrière pour avoir des enfants, prendre en compte la pénibilité pour ajuster l'âge de départ, réévaluer les petites retraites (graphiques 75a et 75b pages 73 et 74).

**Pour redresser la compétitivité internationale, le second objectif fondamental est de baisser huit points les cotisations retraite** (page 75)

Grâce au "**Multiplicateur Démographique**" **l'allongement de la durée de la vie active majorera de 3% à 4% la croissance 2019 2030 de la création de richesse** (graphique 78 page 76)

Il subsistera un solde négatif de 3% à 4% du PIB entre dépenses et cotisations (graphique 79 page 76). Mais c'est le prix à payer pour contribuer au freinage du déclin démographique, améliorer la compétitivité internationale de la France, et accroître son Potentiel de croissance. Il serait scandaleux, et générateur d'effets pervers, de continuer de les faire financer par des cotisations retraite portant sur les seuls travailleurs de l'Economie Marchande.

## **CHAPITRE 14 : COMMENT REUSSIR LA REFORME DES RETRAITES**

- Pour **réussir la "Mère de toutes les réformes"** il faut retourner l'opinion publique, et retrouver la "maîtrise de l'horloge". Cela impose d'accompagner l'annonce d'un report de la réforme mal engagée, par l'exposé des "objectifs 2030", et des mesures conservatoires prouvant la réalité des intentions affirmées :

-Suspension **sine die des départs à la retraite, sauf pour les mères de famille,**

- **gel sine die des réévaluations annuelles des retraites existantes,**

- **Réduction immédiate de 4 points des cotisations retraite de la seule CNAV** pour doper à la fois Pouvoir d'Achat et Compétitivité.

-Il subsisterait alors en 2030 un déficit structurel des comptes publics de 3% à 4% du PIB. Il apparaîtrait alors en pleine lumière comptable que le vrai problème de la France n'est plus le déséquilibre des transferts inter-génération, mais **l'hypertrophie de ses services publics** que met en évidence la comparaison France Allemagne (graphique 80 page 76).

### **CONCLUSION :**

**En attente des réactions et suggestions des premiers lecteurs**

Quatre annexes techniques sont consacrées à mes contributions aux progrès de la Science Economique :

**ANNEXE I :** démographie et marché du travail.

Premier apport décisif : le **Multiplicateur Démographique** (graphique A3 page 80).

**ANNEXE II :** parités et compétitivité.

Second apport fondamental, la notion de **Parité Structurelle** (pages 85 à 87).

Troisième apport fondamental, la notion d **Barrière Monétaire** (pages 88 et 89).

**ANNEXE III :** inflation, croissance et productivité.

Ma découverte sur le terrain de **l'analyse en Comptes de Surplus**.

**ANNEXE IV :** les leçons de la crise de 2008 2013

## PREMIERE PARTIE : LE MONDE ET LA FRANCE AVANT LE CORONAVIRUS

J'ai commencé, comme la grande majorité des économistes, par m'intéresser aux performances **globales des nations**: tant que la croissance était suffisante, on pouvait considérer que tous les citoyens en profitaient assez pour accepter des inégalités, qui n'avaient d'ailleurs rien à voir avec ce que le monde connaissait avant la première guerre mondiale : comme Thomas Piketty l'avait fait découvrir au grand public, les deux guerres mondiales avaient remis les compteurs à zéro : les grandes fortunes, et les rentes qu'elles permettaient, avaient été efficacement rabotées.

L'envolée des inégalités, constatée depuis 1991 a bouleversé les véritables performances des Modèles Nationaux. Nous allons commencer par décrire les performances **moyennes**, ce qui suffit à mettre en évidence le déclin relatif du Modèle National Français. La prise en compte des inégalités croissantes montrera ensuite que tous les citoyens-électeurs n'en ont pas souffert dans les mêmes proportions, et que les fameux 1%, les très riches, en ont même outrageusement profité.

Le début de retournement de la croissance mondiale du à la guerre économique menée par Donald Trump contre la Chine et la Zone Euro avait commencé à peser sur les performances des pays très exportateurs comme l'Allemagne. Le coronavirus bouleversera évidemment performances et risques. La présente contribution intègre les dernières projections 2020 2021 publiées début juin 2020 par l'OCDE (moyennes des hypothèses optimistes et pessimistes). Les nouvelles projections 2020 2021 dévoilées mi septembre par l'OCDE sont légèrement moins pessimistes pour 2020, mais les risques s'accroissent sur la fourchette des perspectives 2021.

### CHAPITRE I : LE DECLIN DES PERFORMANCES FRANCAISES

Pour juger les comportements et les performances des Modèles Nationaux, Il faut commencer par définir les finalités de la gestion économique et financière d'un pays. Dès 2007, j'ai proposé de retenir la satisfaction des Objectifs Fondamentaux des Citoyens-Electeurs. Et de définir la **Performance Economique** par l'**Evolution du Niveau de Vie** moyen des citoyens, et la **Réussite sur le Front de l'Emploi**. En 2015 j'ai rajouté un troisième objectif fondamental : éviter une nouvelle crise financière en **maintenant une Situation Financière solide**. Mes progrès dans l'analyse des inégalités et de leurs conséquences financières économiques et sociales permet, dans la présente contribution **d'ajouter un quatrième objectif fondamental** à satisfaire par les Modèles Nationaux : **stopper l'envolée des inégalités**. Et de proposer une mesure des résultats des efforts des pays dans la lutte contre ce fléau mondial.

J'ai appris sur le terrain, dans une entreprise férue de "Qualité Totale", qu'on ne maîtrise vraiment un phénomène complexe que si on est capable de le quantifier, en faisant appel à une approche multicritères. Dès 2007, j'ai appliqué cette méthode pour positionner les performances du Modèle Français face à celles des principaux Modèles Nationaux. Les critères retenus, et leur pondérations n'ont pas changé. Il est donc possible, et plein d'enseignements, de comparer les classements publiés en 2007 (portant sur la période 1991 2005), 2015 (période 1998 2017) et 2020 (période 1998 2019). Pour l'actuelle contribution, j'ai choisi de ramener à **15 pays les concurrents confrontés** : les dix principaux pays développés, plus trois pays nordiques, le Danemark la Finlande et la Suède, qui confirment, année après année, être les champions, plus le Portugal et la Grèce pour avoir une vision objective de la dispersion des performances qui met en grand danger la Zone Euro.

Les décideurs d'une réforme reconnaissent souvent la possibilité d'un impact négatif à court terme, mais demandent à être jugés sur le long terme. " Nos enfants et petits-enfants nous remercieront d'avoir eu le courage d'agir". Pour juger l'impact de la création de l'Euro, il n'est pas inutile de démarrer par un survol des 20 années écoulées. Mais il est encore plus nécessaire de prendre en compte le profond retournement créé par la crise de 2008 2016, car ses dégâts ont justement été aggravés par les dysfonctionnements de la gestion de l'euro, et l'impact croissant des contraintes financières..

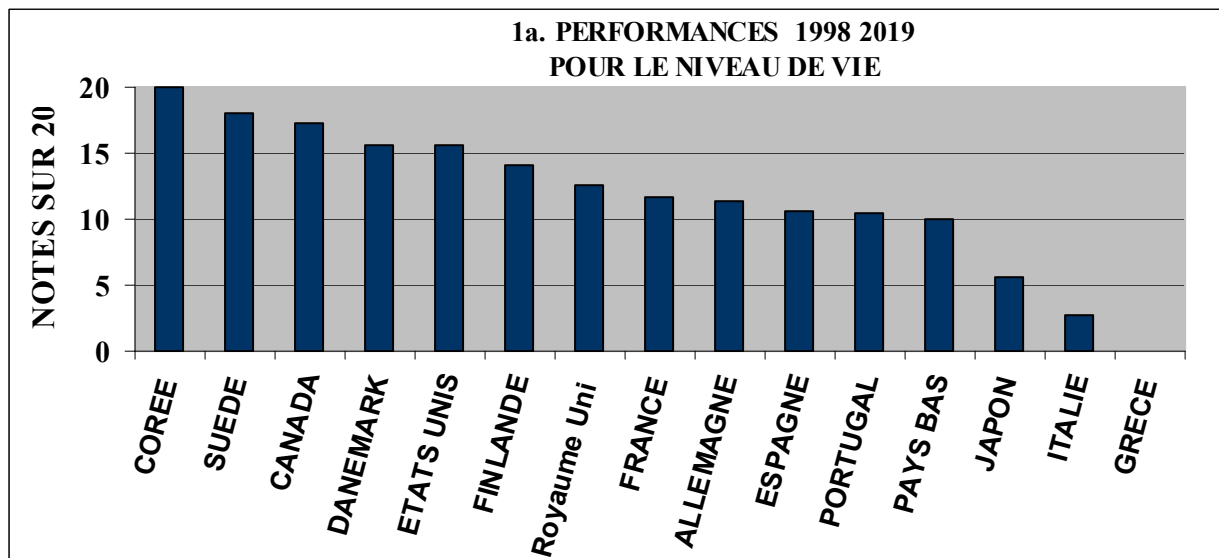
Après l'orgie de fuite en avant dans la création monétaire, il y a peu de doute que les contraintes financières vont encore s'alourdir. Les performances 2008 2019 fourniront une évaluation précieuse de la capacité de réaction des différents modèles nationaux.

Une fiche technique détaillera, sur le site en cours de refonte, la définition des critères retenus, et la méthode qui permet d'attribuer une "note" à chacun des concurrents.

#### (A) L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE

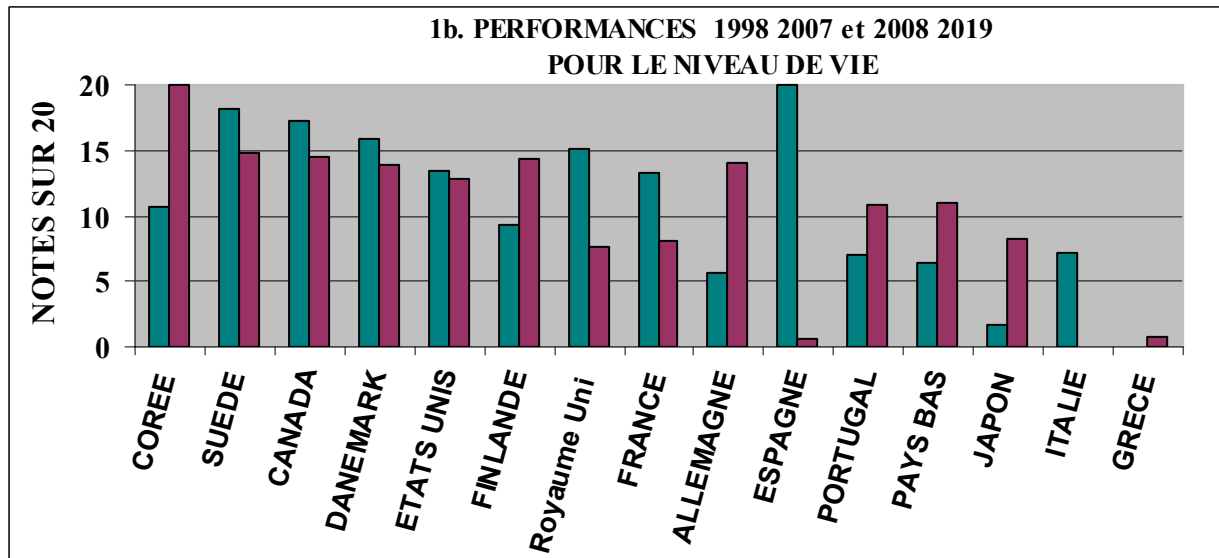
J'attribue à la progression du Pouvoir d'achat une pondération de 50%. Je la répartie entre 40% pour le Pouvoir d'achat National, qui concerne essentiellement les Pauvres et les classes moyennes, et 10% pour le Pouvoir d'Achat International, qui prend en compte l'évolution des parités, et concerne essentiellement les riches.

Pour l'ensemble de la période 1998, début effectif de la Zone Euro, à 2019, veille de l'apparition du coronavirus, la France se classe huitième, un peu devant l'Allemagne, mais très loin de la Suède (seconde derrière la Corée hors concours) et du Danemark (quatrième). Dans le classement publié en 2007 la France était troisième sur 15, la Suède sixième et l'Allemagne onzième.



Un seul membre de la Zone Euro, la Finlande (sixième) se glisse dans la première moitié du classement. Un seul pays hors Zone Euro, le Japon, se glisse dans la seconde partie. les pays nordiques Il est difficile de ne pas y voir la conséquence d'une gestion désastreuse de la Zone Euro? Pour affiner le diagnostic, les trois graphiques suivants décomposent les vingt années en deux sous-périodes. 1998 2007, et 2008 2019.

Le coup d'envoi de la zone euro avait pu être donné grâce à plusieurs années de sous-évaluation des principales monnaies participantes, Les parités d'entrée des monnaies dans la zone euro n'étaient pas absurdes. Une croissance satisfaisante a donc pu se maintenir jusqu'en 2007, entraînant une certaine surchauffe dans la plupart des Etats Membres. Or les financiers "modèle 1914 non modifié" chargés de créer puis de gérer la Zone Euro considéraient que le rôle d'une Banque Centrale se limitait strictement au contrôle de l'inflation, la compétitivité internationale, croissance et l'emploi ne les concernaient pas. Ils n'avaient pas compris qu'en Economie Mondialisée la pression des bas salaires chinois et indiens se chargeait de contrôler les risques d'inflation salariale. Et qu'on allait progressivement entrer dans le **monde déflationniste** qui empêche de dormir leurs successeurs. Face à un risque en cours de disparition, ils avaient, comme les médecins de Molière, conservé leur "potion magique" : "L'inflation vous dis-je. YAKA casser la croissance en haussant le cout de l'argent et tout rentrera dans l'ordre". Les compétitivités des états membres se sont donc dégradées plus ou moins vite. Trois chiffres illustrent les conséquences pratiques :



- Pour la première sous-période, l'Espagne fut un fugace maillot jaune. Elle se retrouve dernière pour la période 2008 2019.

- Pour la première sous-période, la France occupait encore une honorable cinquième place. Elle glisse ensuite à la onzième.

- Belle remontée en revanche de l'Allemagne de la dixième à la cinquième place. Nous nous interrogerons sur les raisons de sa bonne adaptation à l'euro.

- Hors zone euro, un seul pays a glissé de sixième à la douzième place, c'est le Royaume-Uni. Premier effet psychologique du Brexit, avant même que les mesures réelles ne soient mises en œuvre?

-Stabilité en revanche des pays nordiques en tête du classement, des Etats-Unis en milieu de classement, du Japon dans d'inquiétantes profondeurs...

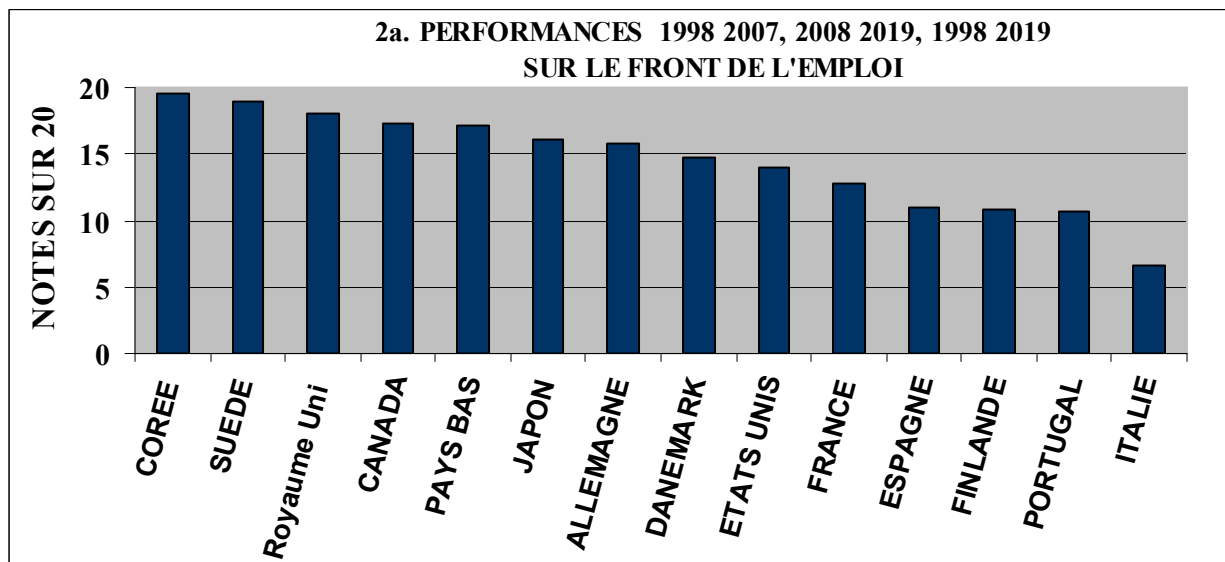
## (B) LES PERFORMANCES SUR LE FRONT DE L'EMPLOI

J'attribue à la **création d'emplois** une pondération de 40%, et au **chômage**, défini par le ratio chômeurs / actifs non protégés, une pondération de 10%. Reste 50% à attribuer à la **productivité**. Au niveau d'une nation, la ressource la plus rare est la **Population en Age de Travailler**. La première performance est de fournir un travail à ceux qui le souhaitent. J'attribue 25% de pondération au **'taux d'emploi'** (emplois / PAT); Et 25% également à la **productivité...de la PAT**. On évite comme la peste tout ratio mettant la croissance de l'emploi (année homme ou pire encore heures travaillées), au dénominateur, très en faveur parmi les économistes et surtout les financiers, car c'est la porte ouverte à la démonstration que les travailleurs sont les plus dangereux ennemis du profit.

Sur le **front de l'emploi**, seuls le Portugal, l'Italie et la Grèce, qui ne sont pas précisément les vedettes de la zone euro, font plus mal que la France. Mais elle était déjà douzième en 2007. Perseverare diabolicum...La Suède bondit de la sixième place à la seconde, l'Allemagne de la dixième à la septième place.

Le Japon (sixième) décroche sa seule place honorable. Mais il ne faut pas oublier qu'il est depuis plusieurs décennies en avance pour la décroissance démographique, ce qui rend le problème de l'emploi moins difficile. Ce qui est d'ailleurs la principale raison de l'impressionnant déclin de ce pays vieillissant. Avis aux nombreux pays qui suivent le même chemin. La France est heureusement épargnée. Mais, hélas, les carences de son système éducatif laissent sur le bord de la route 10 à 15% des classes d'âge...

Le Japon allant moins mal, ce sont les Etats-Unis qui se dévouent pour ne pas laisser les membres de la zone euro à constituer la totalité des losers. Ils incluent la Finlande, contrecoup du sinistre industriel qui a frappé son champion, Nokia.



A souligner : l'Allemagne est le seul des 15 pays à avoir très significativement amélioré sa performance à partir de 2008. Elle était neuvième de 1998 à 2007, elle remonte à la troisième pour la période 2008 2019. Les réformes du marché du travail ont fini par payer.

### (c) LES PERFORMANCES ECONOMIQUES GLOBALES

Si l'on oublie les a priori idéologiques, force est de constater que les classements pour la satisfaction des deux objectifs fondamentaux des citoyens sont peu différents.

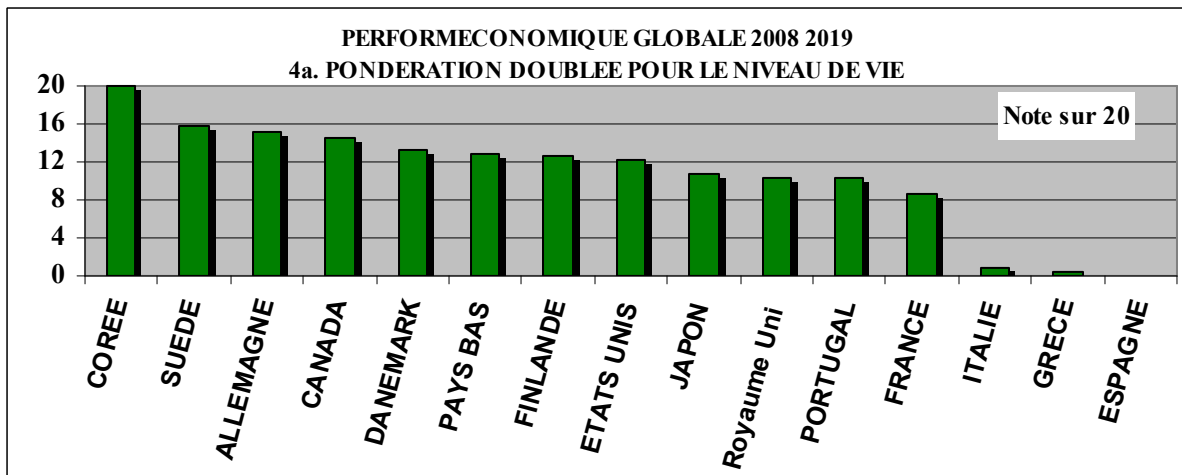
L'enchaînement vertueux qui rend un pays performant est:

#### UNE POLITIQUE EFFICACE, ET L'ADHESION DU CORPS SOCIAL, PERMETTENT DE FAIRE PROGRESSER A LA FOIS LE NIVEAU DE VIE ET L'EMPLOI.

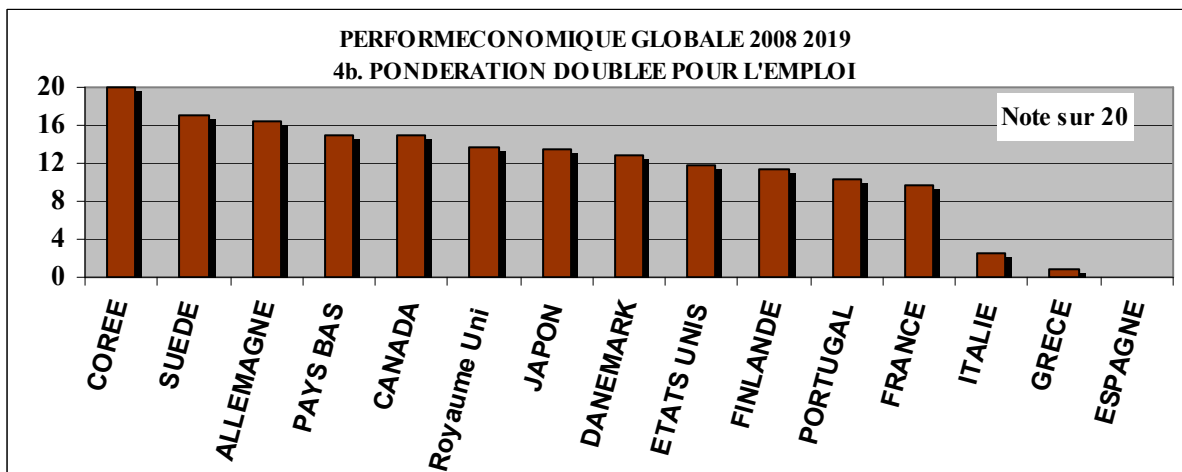
Et vice-versa, hélas, pour la Zone Euro, longtemps trahie par l'incompétence de ses pilotes.

Cette constatation justifie de combiner les deux classements pour mesurer la performance économique globale. Mais quelle pondération choisir?

Dans les périodes euphoriques, les sondages privilégient la progression du niveau de vie? On peut alors doubler le poids accordé à la progression du niveau de vie.



Dans les périodes de crise, les sondages privilégient le maintien de l'emploi ? Il faut alors doubler le poids accordé aux performances sur le front de l'emploi.

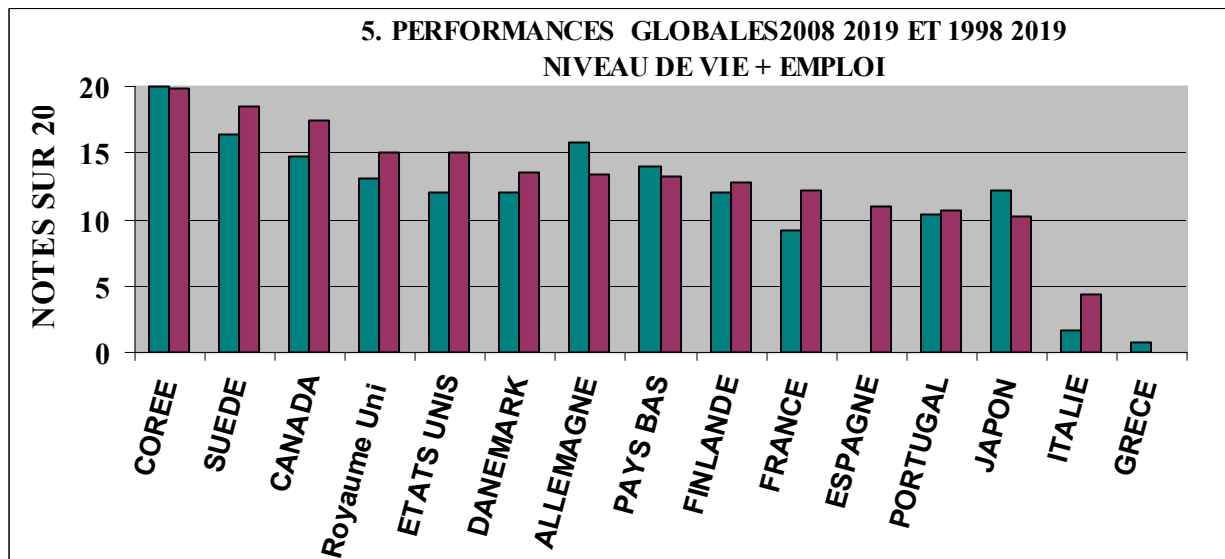


La double pondération accordée à l'emploi fait perdre deux places au Danemark et à la Finlande, en fait gagner deux au Japon. Mais, quelle que soit la pondération, le podium est inchangé : Dans l'ordre Corée Suède et Allemagne. Le quatuor des loosers est inchangé : Dans l'ordre France Italie Grèce et Espagne.

Pour estimer la capacité de réaction, c'est bien sur la performance 2008 2019, avec double pondération pour l'emploi qu'il faut retenir.

La France glisse à la douzième place. Elle était onzième dans le classement effectué en 2007. Perseverare Diabolicum...Cela ne laisse pas augurer une adaptation rapide à la nouvelle crise? les Etats-Unis, qui occupaient la troisième place dans le classement 2007, se retrouvent, malgré les rodomontades de Donald Trump, en milieu de peloton.

Mais, pour porter un jugement sur l'efficacité de l'Euro, c'est la performance de l'ensemble de la période 1998 2019, avec pondération égale pour le niveau de vie et l'emploi, qui s'impose. Et le résultat est sans appel : Les huit membres de la Zone Euro participant à ce challenge réalisent un magnifique tir groupé en queue de peloton: Seul le Japon se glisse parmi eux.



La Zone Euro n'est pas victime d'une malédiction frappant les vieux pays européens : Certes la jeune Corée truste les premières places. Mais la Suède a bondi de la cinquième à la seconde place, et le Danemark et même la Finlande, malgré leurs handicaps, réalisent des performances honorables. La principale leçon de ce classement est un jugement impitoyable sur les « élites » politiques et financières" qui ont piloté la création puis la gestion de la Zone Euro. Le "bonnet d'âne" peut sans conteste être attribué au Président de la BCE qui, alors que les premiers craquements annonçaient la crise financière de 2008 2016, décida une dernière hausse des taux, avant de battre piteusement en retraite quelques semaines plus tard. Il fallut attendre l'arrivée de Mario Draghi pour abandonner les vieilles lunes, ramener l'euro à une parité normale -et même plutôt sous-évalué, à la grande fureur de Donald Trump, et dompter les marchés financiers qui avaient cru le moment venu de faire éclater la Zone Euro.

Dans cette débâcle collective, le Modèle Français est plus proche des "Loosers du Club Méditerranée" que des "Gagners de l'Europe du Nord".



## CHAPITRE 2: L'ENVOLEE DES INEGALITES

Qu'y-à-t-il de commun entre l'arrivée de Trump et Boris Jonson au pouvoir, la montée des partis populistes en Europe et la crise des gilets jaunes en France? La viabilité de toute démocratie repose sur l'acceptation quasi-unanime d'un contrat social, qui a deux piliers:

- Le consentement à l'impôt, et une juste contribution de toutes les activités économiques, et de toutes les classes sociales au financement dépenses publiques
- Le respect des décisions prises par la majorité.

Pour que les citoyens électeurs adhèrent à ce contrat, il faut qu'ils aient le sentiment que leurs objectifs fondamentaux sont réellement pris en compte et satisfaits. L'envolée des inégalités depuis 1991, a fragilisé le fragile consensus constaté pendant les trente glorieuses.

Mais il y a une autre raison pour scruter attentivement l'évolution des inégalités : elle éclaire d'un jour impitoyable les véritables motivations des Modèles Sociaux, et leur impact sur les Performances des Modèles Nationaux qui s'affrontent.

### (A) L'EVOLUTION DES REVENUS DES CLASSES SOCIALES.

Pour les mesurer nous allons adopter une répartition de la population en quatre classes : les "Très Riches" (le fameux 1%), les "Simples Riches" (les 9% suivants), les Pauvres (les 20% derniers) et, coincées entre les deux extrêmes, les "Classes moyennes" (70%). Pour chacune de ces classes nous examinerons :

- La part du revenu national captée, qui traduit les véritables finalités du Modèle Social.
- L'évolution du Pouvoir d'achat qui prend en compte la performance de croissance du pays.

Et nous examinerons tout particulièrement le cas de la Suède, bel exemple d'une réforme raisonnable, et surtout réussie, de son Modèle Social, du Danemark, vice-champion Européen des performances économique de la France et de l'Allemagne. Et bien sur des Etats-Unis, à l'avant-garde de la transformation en moderne ploutocratie.

Une couverture totale des Inégalités de revenus nécessite de recourir à deux Banques de données principales. WID créée par Thomas Piquetty, reste largement centrée sur l'exploration fine des revenus **avant impôts** des riches (de 0,001% à 10%). OCDE permet de distinguer les pauvres et les classes moyennes. Dans les deux bases, les données disponibles ne vont pas au-delà de 2017, ou même 2016. Mes projections 2017 2019 -RC sur les graphiques- extrapolent les tendances antérieures.

### (A1) Les pauvres ont été, de 1991 à 2019, les premières victimes de la mondialisation.

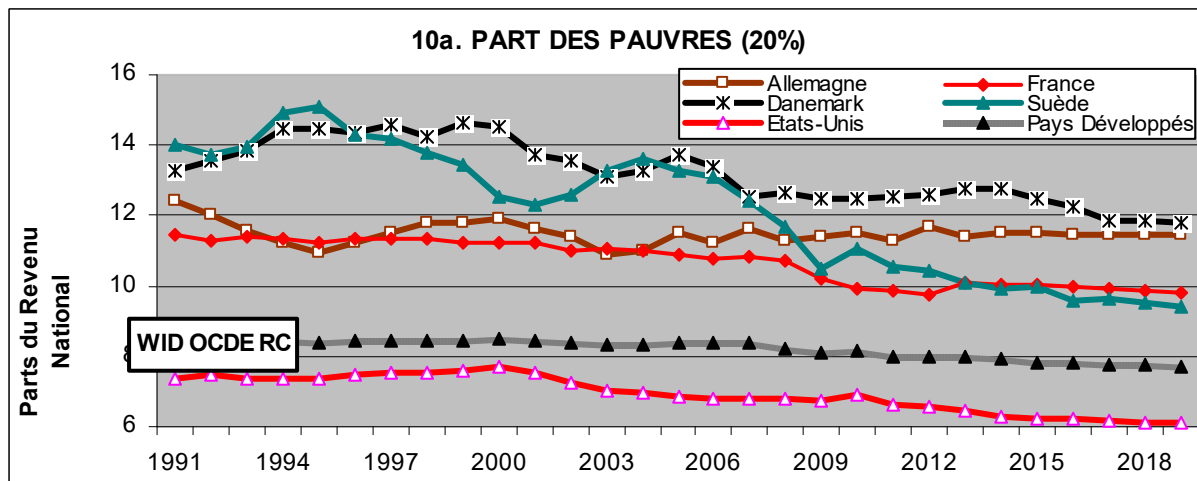
Aux seules exceptions notables de l'Allemagne, leur part dans le Revenu Disponible National, RDN, la richesse créée et distribuée chaque année, a fondu comme neige au soleil.

**Le cas le plus spectaculaire est celui de la Suède.** Au début des années 90, son Economie était lestée par les excès d'un Modèle Social trop laxiste et à bout de course. A coup de transferts sociaux, les pauvres Suédois se partageaient 14% à 15% du Revenu National, 5 à 6 points de plus que la moyenne des Pays Développés concurrents. En trois décennies, cette part

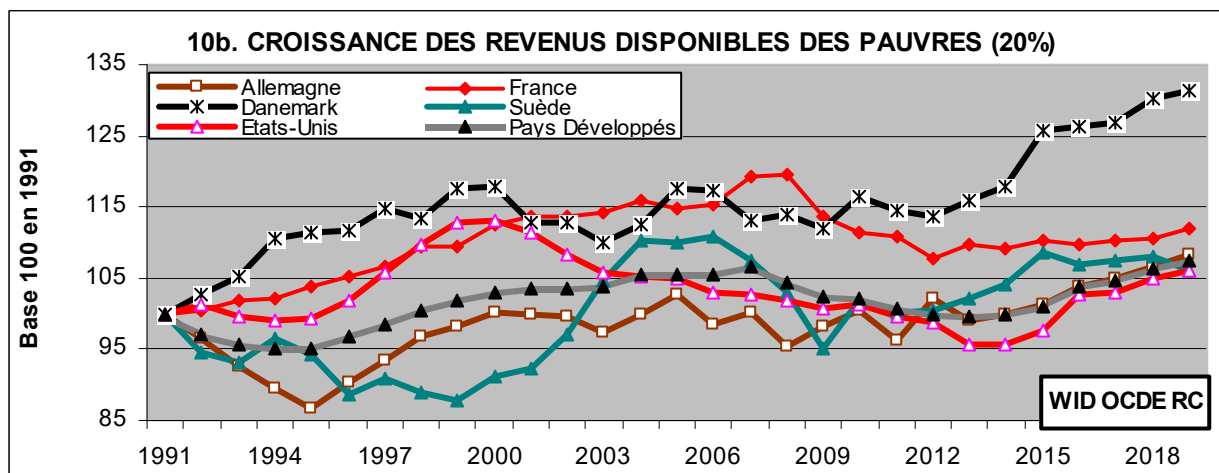
a été ramenée à moins de 10%. Après une chute de 20%, il fallut attendre 2004 pour que les pauvres suédois retrouvent leur pouvoir d'achat de 1991. Mais la réforme suédoise a réussi à rendre sa compétitivité à la Suède. La forte amélioration des performances que nous avons constatée a eu une conséquence très concrète : la taille du gâteau à se partager, les fruits de la croissance, s'est envolée. Les Pauvres Suédois finissent la période avec un modeste gain de Pouvoir d'Achat.

La part des **Pauvres Danois** a également décliné, de 14% à 12%. Après avoir stagné autour de 15% jusqu'en 2012, leur pouvoir d'achat a vivement profité de la belle croissance de l'économie danoise, et progresse en définitive de 30% pour l'ensemble de la période.

De 1991 à 2019, La part des **Pauvres Français** s'est régulièrement effritée, de 11,4% à 9,8%. De 1991 à 2007 leur pouvoir d'achat avait tout de même progressé de 20%, mieux que les Danois, grâce à la bonne croissance de l'Economie. Spectaculaire retournement pendant la période de crise 2008 2011. Le pouvoir d'achat des Pauvres français perdit 10%, et stagna ensuite jusqu'en 2019.



Les Pauvres américains ont été les premières victimes, mais pas les seules, de la **priorité absolue donnée à l'enrichissement des "Très Riches "par le Modèle "Anti-social" Américain.** De 1991 à 2019 leur part dans le revenu national est tombée de 7,5% à 6%. Leur pouvoir d'achat avait même baissé de 8% de 2005 à 2013, avant de revenir à un léger gain de 5%.



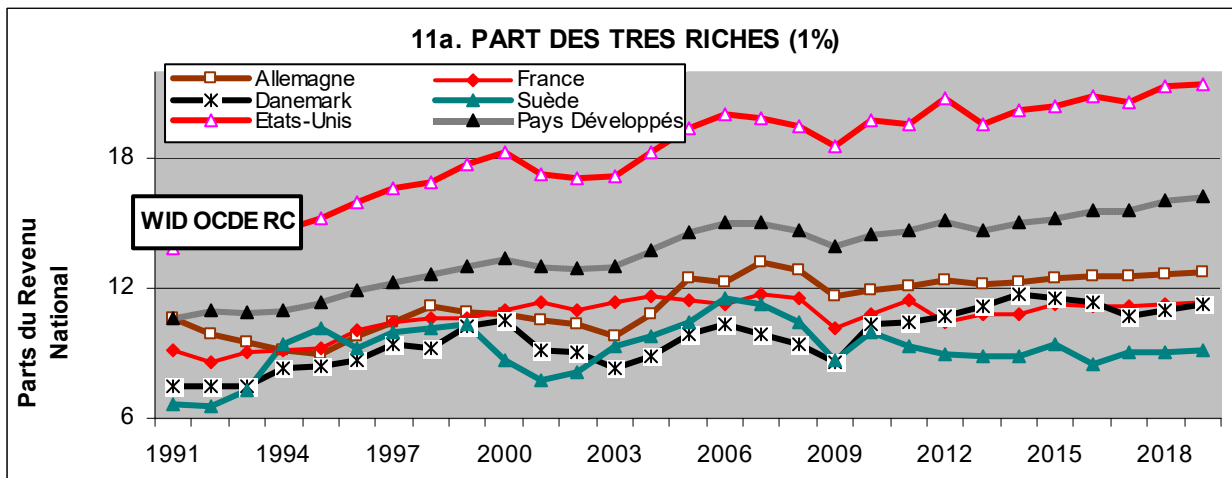
Avant d'examiner les Classes Moyennes, il faut donc décortiquer les évolutions des Riches et Très Riches.

**(A2) Les Très Riches, grands gagnants de la mondialisation**

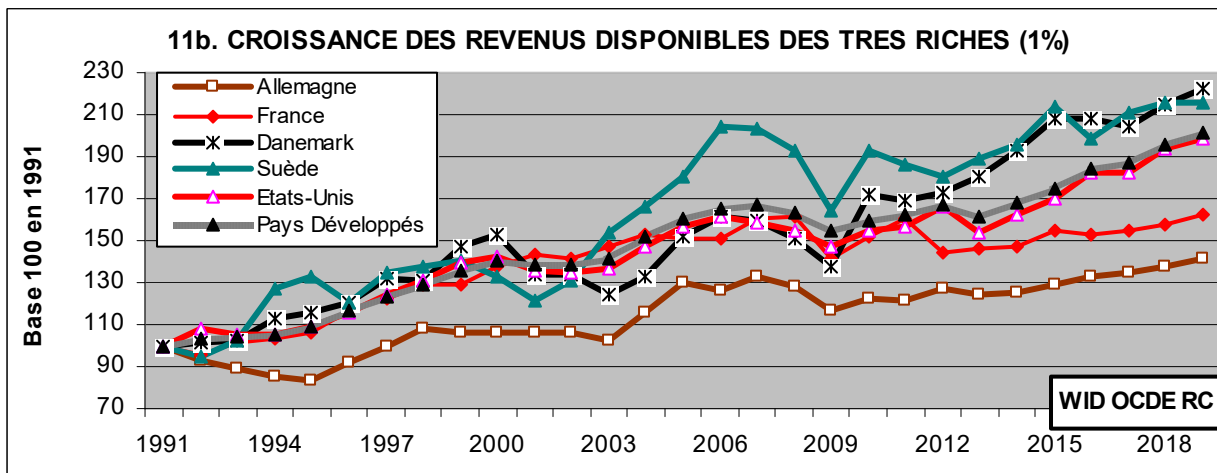
De 1991 à 2019, la part du revenu disponible captée par les **Très Riches américains** est passée de 14% à 21,5%, avec un simple ralentissement pendant les années de crise, 2007 à 2012. Et leur pouvoir d'achat a doublé.

La part des **Très Riches allemands** est passée de 10,6% à 12,8%, et leur pouvoir d'achat a progressé de 40%. Celle des **Très Riches Français** payant civiquement leurs impôts en France est passée de 9,2% à 11,4% et leur pouvoir d'achat a progressé de 60%.

1.

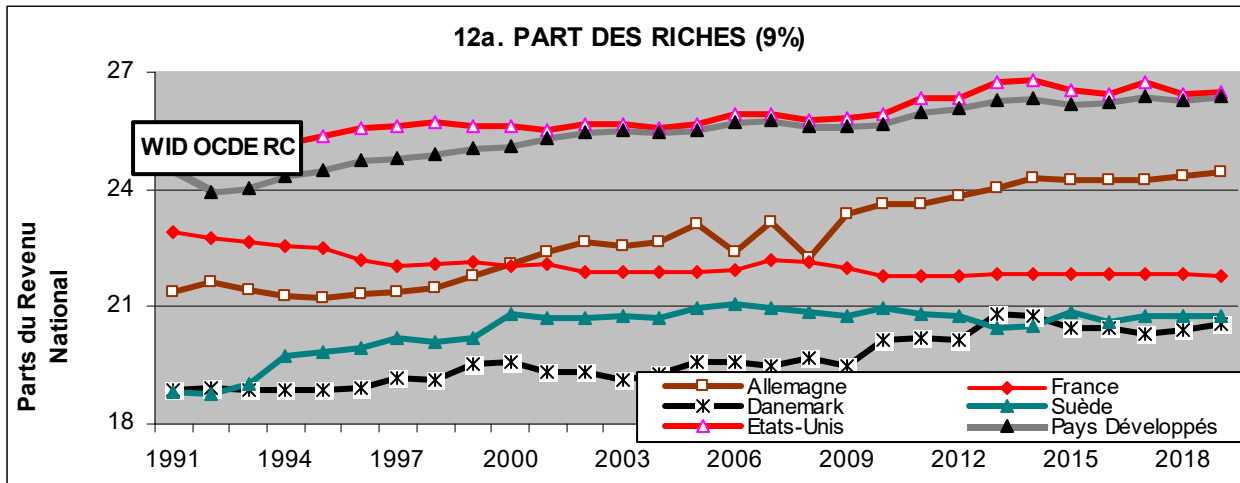


La part des **Très Riches suédois** n'est passée que 6,7% à 9,1%. Mais, grâce aux performances de l'économie réelle suédoise, les Très Riches Suédois ont fait encore mieux: +116% en 28 ans. La palme revient aux **Très Riches Danois**. Leur part est passée de 7,5% à 11,2%, et leur pouvoir d'achat s'est envolé de 123%.



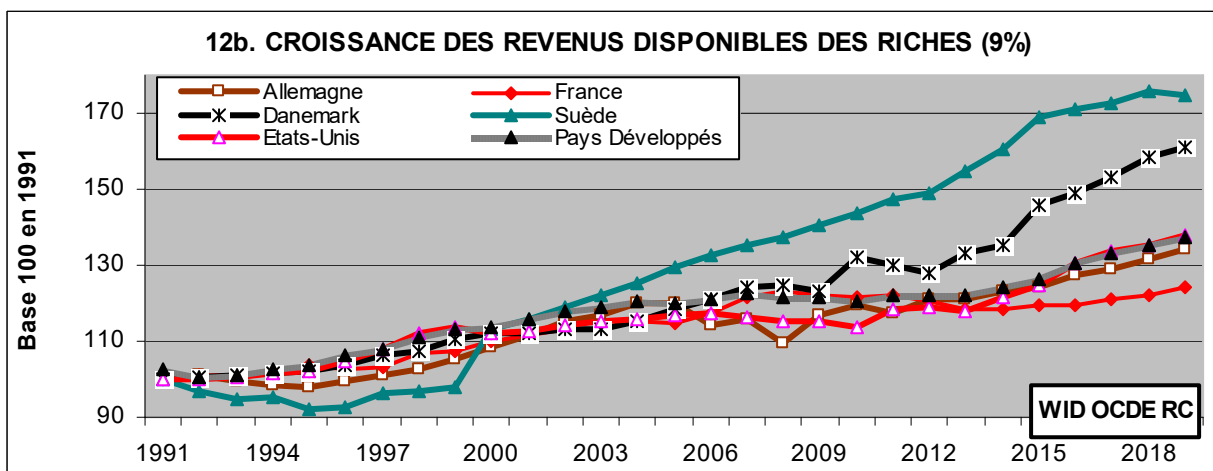
(A3) La part du Revenu national des **simples Riches Américains** est passée de 24,7% à 26,5%, un gain de pouvoir d'achat de 30%. De 21,4% à 24,4%, et +34% de pouvoir d'achat pour les **Allemands**. La part des **Français** aurait régressé de 22,9% à 21,8%, et +24% de pouvoir d'achat. La part du Revenu national des **Simple Riches Suédois** a progressé de 18,8%

à 20,7%, et leur gain de pouvoir d'achat a atteint 75%. Les **Simple Riches Danois** ont un peu moins obtenu : leur part est passée de 18,9% à 20,5%, +61% de pouvoir d'achat.



La comparaison des Très et Simple Riches, et des classes moyennes, de l'ensemble des 15 pays développés retenus, aboutit à deux constatations :

- Le Pouvoir d'achat des très riches a bondi de 90% (+2,5% par an). Celui des Simple Riches de 38% (1,05% par an), et celui des Classes Moyennes de seulement 11% (0,4% par an). Au fur et à mesure que l'on gravit l'échelle de la richesse, la part des revenus des grands spécialistes mondialement recherchés, puis des revenus tirés du patrimoine financier augmente.
- Or ces revenus exceptionnels échappent largement aux fisco nationaux, alors que les revenus du travail des classes moyennes subissent pleinement un véritable matraquage fiscal. WID, dont les revenus sont "pré-taxes" surestime probablement les revenus nets disponibles des classes moyennes, et sous-estime certainement les revenus des riches et des très riches.



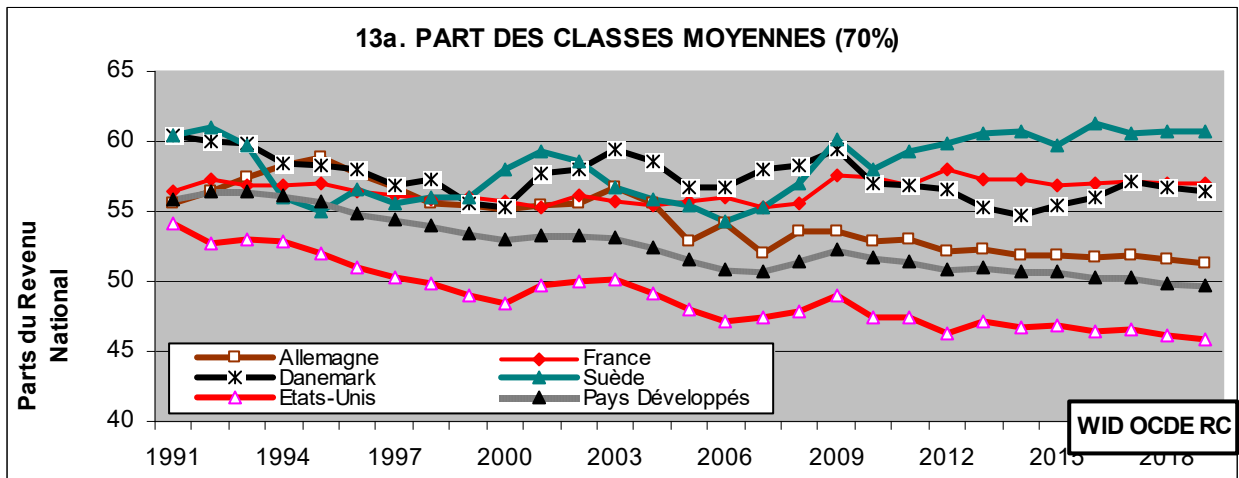
#### **(A4) Des Classes moyennes prises en sandwich**

Tondre les Pauvres pour engraisser les Très Riches ne pouvait suffire : ils sont certes nombreux, mais trop pauvres. Les **grandes perdantes américaines sont les classes moyennes**

: leur part dans le Revenu national a fondue de 54% à 46%, et leur pouvoir d'achat a fluctué jusqu'en 2015 autour de son niveau de 1991 (plutôt au dessous pendant 14 ans). Il a fallu attendre Trump, et le plein emploi, pour que la théorie du ruissellement s'applique timidement aux Etats-Unis.

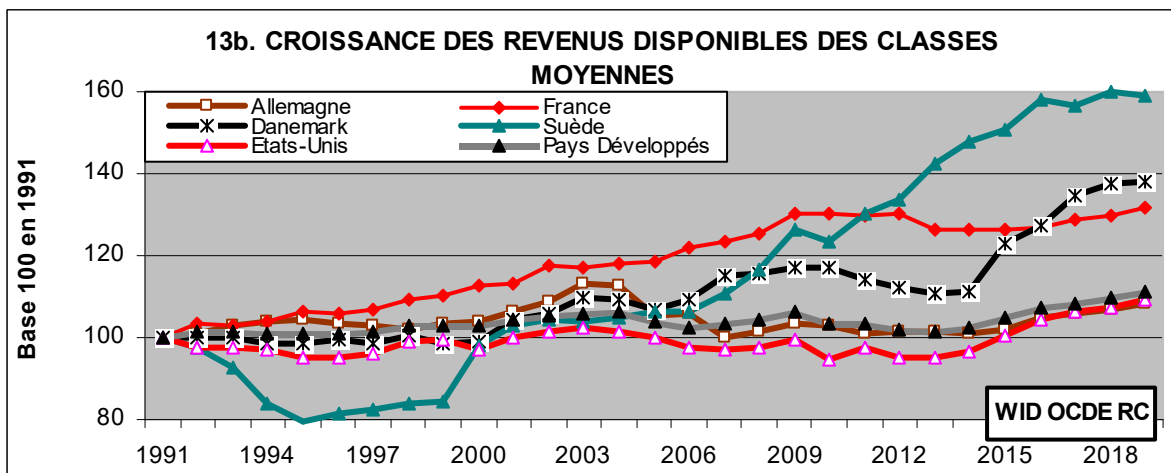
De 1991 à 2019, La finalité du Modèle Social Américain a été de protéger, et perpétuer, ce **Paradis des Riches**.

Le plus étonnant est que les **Classes Moyennes Allemandes** ont subi le même sort : leur part dans le RDN a régressé de 56% à 51%. Après avoir légèrement progressé de 1991 à 2004, leur Pouvoir d'Achat est revenu au niveau de 1991. Il a fallu attendre le plein emploi, pour que la théorie du ruissellement s'applique également en Allemagne.



A l'opposé, les **classes moyennes suédoises** sont les grandes gagnantes. Après avoir baissé de 5 points pendant la cure d'austérité entraînée par la remise en cause du Modèle Social, leur part du gâteau a retrouvé en 2019 leur niveau de 1991 (60%). Leur Pouvoir d'achat a pleinement profité de l'envolée des performances de l'économie réelle. De 1995 à 2019, il a doublé (+60% de 1991 à 2019).

La part des **classes moyennes Danoises** a en revanche perdu 4 points, et l'amélioration de leur pouvoir d'achat n'a progressé que de 40%.



La part des **Classes Moyennes Françaises** dans le Revenu National est le seul exemple de stabilité, de 1991 à 2019, autour de 56%. Jusqu'en 2009, la progression de leur Pouvoir d'achat était restée le plus performante, en avance sur celle des suédoises. Mais elle n'a pas tenu la distance, et s'est simplement stabilisée. De 1991 à 2019, leur pouvoir d'achat a tout de même progressé de 30%, pas trop loin des Danoises.

Risquons nous à une analyse sociologique qui mériterait d'être approfondie :

Dans la masse impressionnante des effectifs de la fonction publique et des organismes assimilés, seuls les contractuels, qui ne bénéficient pas du statut protecteur des fonctionnaires, et qui ont la malchance de ne pas réussir à le décrocher après des années de galère, risquent de faire partie des pauvres. Et il en va de même pour la grande masse des retraités de la fonction publique et des régimes spéciaux. Ces deux populations constituent donc une bonne part des classes moyennes françaises. Et leur capacité de nuisance assure la perpétuation de leurs "avantages acquis".

La véritable finalité du Modèle Social Français est donc de protéger, et perpétuer, ce **Paradis des Rentiers et futurs Rentiers**.

(A5) En regroupant les Riches et les Très Riches, on obtient **les fameux 10%**.

Leur part du Revenu National est passée de 38% à 48% aux Etats Unis, de 32% à 37% en Allemagne, de 26% à 30% en Suède, et de 32% à 33% en France.

Et donc la **part des 90%** a chuté de 62% à 51% aux Etats Unis, de 68% à 63% en Allemagne, de 74% à 70% en Suède. Elle aurait progressé de 67% à 68% en France.

Mais avant de clamer que la France est, après la Suède -et le Danemark- le Pays Développé le moins inégalitaire, il faut rappeler que les statistiques de répartition de richesse sont établies à partir des déclarations fiscales. Et les Riches Français ont au moins un record du monde indiscutable : Ils sont depuis plus d'un siècle les champions de l'exil fiscal.

### **(B) Les dégâts macro-économiques et sociaux de l'envolée des inégalités**

"Je paie bien mes ouvriers pour qu'ils puissent acheter mes voitures" disait Ford. Ce "**consensus de Détroit**" a inspiré la politique sociale américaine jusqu'aux années 1970 1980 rappelle avec mélancolie Robert Reich. La mondialisation l'a fait voler en éclat. Pour le "**consensus de Washington**", qui inspira ensuite nombre d'économistes, et la doctrine officielle des institutions nationales et internationales, même en Europe, **la rémunération n'est plus qu'un coût**, qu'il faut donc comprimer au maximum. Mais, quand cette doctrine s'applique à la quasi-totalité des pays développés, et à une part croissante des pays en développement, on s'aperçoit que ce qu'on appelait la « théorie du circuit » dans ma jeunesse studieuse, reste largement vraie au niveau mondial, mais fonctionne maintenant à l'envers:

#### **B1. Un comportement "apatride" des très riches et ultra riches.**

Pour les 15 pays développés suivis, la progression en volume annuelle du PIB, de 1991 à 2019, a été en moyenne de 1,95%, et celle des dépenses des ménages ( consommation plus investissements en logement) de 2,1%.

Dans ces 15 pays, la progression en volume des revenus de 1991 à 2019 a été en moyenne annuelle de 0,4% pour les 90%, de 1,5% pour les 10%. Mais le poids relatif des riches a fortement augmenté, au détriment des 90%. Il en résulte un de ces "effets de structure" qui surprennent ceux qui n'ont pas une connaissance minimale des pièges de la statistique : la croissance composée de l'ensembles revenus riches et pauvres mélangés est de 2%. Suffisante pour financer à peu près correctement une croissance moyenne des dépenses de 2,1%?

Peut-on compter sur les très riches pour fournir, par leurs dépenses, du travail à leurs compatriotes moins favorisés, comme le faisait Louis XIV quand il faisait construire Versailles? Mangeraient-ils du caviar à tous les repas, qu'ils ne pourraient consommer qu'un part rapidement décroissante de leurs revenus, au fur et à mesure que l'on se rapproche du "top 0,01%". Et ils courent le monde pour se montrer aux endroits où il faut être. Leur consommation ostentatoire est de plus en plus internationale, et fait de moins en moins appel à ces produits banaux qui fournissent l'essentiel des emplois de leurs concitoyens.

Ils sont en définitive "condamnés" à épargner, et réinvestir, une part croissante de leurs revenus. En cherchant bien, on trouve certes parmi eux des entrepreneurs accrochés à la terre de leurs ancêtres, et y investissant pour développer leurs entreprises ou en créer de nouvelles. Mais la grande majorité sont des rentiers ou descendants de rentiers, quasiment apatrides, dont le seul travail est de sélectionner les multiples spécialistes qui sauront leur conseiller le meilleur "exil fiscal", puis faire fructifier leurs patrimoines. Et Piketty a su trouver, en examinant l'enrichissement des fondations américaines, la démonstration expérimentale que non seulement "l'argent va aux riches" -le fameux "r" (rendement des actifs) > "g" (taux de croissance)- mais que le rendement des patrimoines bien gérés croît avec leur taille. Et bien entendu les bons placements visent plutôt les produits financiers que les vieilles activités de l'économie réelle. D'ailleurs investir dans des transnationales c'est indirectement investir en Chine et autres pays en développement, où les travailleurs sont productifs, disciplinés, et beaucoup moins couteux. **Bref seule une petite partie du revenu des très riches est consacrée à fournir des débouchés et des emplois à leurs concitoyens.**

**B2. Circonstance aggravante, une part très importante des revenus des très riches est réalisée par les GAFAM, ce qui crée deux grosses "fuites" dans la "théorie de circuit" :**

- Ces champions de l'évasion fiscale ne paient d'impôts sur les bénéfices ni dans les pays où ces profits sont réalisés, ni dans le pays qui héberge leurs maisons mères (les Etats-Unis). Ce qui oblige les Etats à matraquer les revenus qui ne peuvent se délocaliser, les classes moyennes et les patrimoines immobiliers.

- Seule une petite partie de ces profits est réinjectée dans l'économie mondiale, par distribution de dividendes, et rachats -généreux- de petites start-up, pour consolider leurs monopoles mondiaux. L'essentiel est thésaurisé dans des paradis fiscaux, et gonfle la valeur financière de ces mastodontes boursiers. Le confinement a encore accéléré la digitalisation des économies mondiales, appauvrissant les entreprises de l'économie réelle et les Etats, et boostant les revenus des GAFAM. Allons jusqu'au bout du décryptage du Modèle Trumpien : Les boursiers du monde entier s'arrachent des morceaux de la "Poule aux œufs d'Or", ces GAFAM qui constituent aujourd'hui le tiers de la capitalisation boursière du NASDAQ. Wall Street s'envole, à la grande joie des ploutocrates et de Trump, qui en fait le critère principal de la réussite de sa politique économique. Et, à court terme il n'a pas tout à fait tort : Les ménages, américains dont la progression des retraites repose sur la bonne santé de Wall Street, et les entreprises américaines que ces plus-values boursières exonèrent de versements en espèces à

ces fonds, participent à la fête. La lutte pour la réélection de Trump, qui garantirait une prolongation fragile de ce meilleur des mondes ne manquera pas de soutiens.

Trois conséquences macro-économiques :

- Année après année, il a fallu aux pauvres, dont l'épargne est quasi-nulle ou négative, et même aux classes moyennes, financer par emprunt une bonne partie de leurs dépenses d'investissement et même de consommation. Aux Etats-Unis cela a abouti à la crise des "subprimes", qui a remis les compteurs à zéro, aux frais de la collectivité. Puis, en dix ans, la bulle de l'endettement des ménages s'est reconstituée.

- En revanche le patrimoine financier des riches, largement à l'abri dans les paradis fiscaux, s'est envolé.

- Dans l'analyse des processus de financement de la croissance, que l'on s'intéresse à une entreprise ou à l'ensemble d'une économie, il est capital de chercher à éviter une détérioration de la situation financière susceptible d'entraîner une crise effaçant les progrès réalisés pendant des années de croissance financièrement déséquilibrée. Cette approche structurelle, que décrira le site en cours de rénovation, permet de comprendre la plongée dans l'endettement des ménages qui a conduit à la crise des subprimes. Et de mesurer la responsabilité de l'envolée des inégalités dans cette catastrophe, puis dans la médiocrité de la sortie de crise.

Pour éviter une détérioration de leur situation financière, les 90% auraient du limiter la croissance de leurs dépenses à 0,4% par an. A situation financière stable, les 10% auraient en revanche pu accroître leurs dépenses de 1,5% par an. - La moyenne pondérée de ces deux taux constitue le "**potentiel de croissance équilibrée**" des dépenses de l'ensemble des ménages. Il aurait été de **1,37% par an** pour la période 1998 2013, face à une croissance observée de 1,85% par an. **26% de la croissance des dépenses des ménages des pays développés ont donc été financés par une détérioration de leurs situations financière**, baisse du taux d'épargne et fuite en avant dans l'endettement, qui a concerné essentiellement les 90%. La faiblesse des revenus des classes pauvres et moyennes ne permet donc pas d'entretenir une croissance socialement et électoralement acceptable sans recours à un dopage financier dont nous examinerons plus loin les dangers.

**Cette fuite en avant dans l'endettement a été permise par le laxisme des banques centrales, qui sont donc les grandes "facilitatrices" de l'envolée des inégalités.**

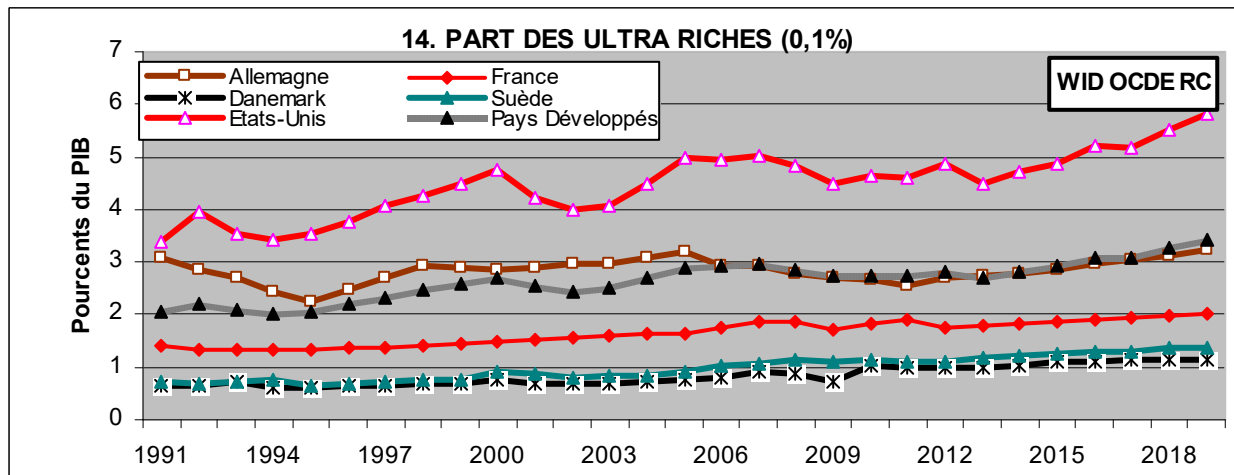
Cette envolée des inégalités joue un rôle majeur dans la décadence des démocraties occidentales. La combattre est le seul moyen d'améliorer le sort des 90% en se contentant de la croissance modérée qu'exige la lutte contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources naturelles. Ces deux raisons justifient d'en faire le troisième Objectif Fondamental des Citoyens-Electeurs. Ce qui conduit à proposer une mesure des performances des Modèles Nationaux en ce domaine.

### **(C) INEGALITES ET PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES**

La crise sanitaire est en train de faire une démonstration spectaculaire : la manière la plus efficace de lutter contre le réchauffement climatique, et l'épuisement des ressources naturelles, est **de freiner la croissance**. Encore faut-il le faire de manière socialement supportable. Et les marges de manœuvre ne sont pas négligeables.



Une première approche est d'examiner l'ampleur du prélèvements sur la richesse créée par les ultra riches (les 0,1%). De 1991 à 2019, ils sont passés, pour l'ensemble des 15 pays, de 2 à 3% du PIB (environ 18 trillions de dollars ou euros pour la seule année 2019). Pour les seuls Etats-Unis, de 3,3% en 1991 à 5,9% du PIB en 2019. A ce niveau de revenus stratosphériques (8900 fois le revenu moyen des classes moyennes, 16500 fois le revenu moyen des pauvres) on trouve certes quelques chefs d'entreprise, sportifs et traders. mais la grosse part est encaissés par des rentiers. Et surtout ce qui est réinjecté dans l'économie réelle n'en est qu'une faible partie. Le gros est réinjecté dans la Sphère Financière et nourrit la bulle du Nasdaq. Le moyen le plus radical de réduire ces prélèvements annuels est de taxer les reenus monopolistiques des GAFAM dans les pays d'origine de leurs revenus.



La seconde approche est de s'interroger sur le sort des centaines de milliards de profits antérieurs mis à l'abri dans les paradis fiscaux par les GAFAM. Et il y a urgence. Tant qu'ils dorment, ils sont à la merci d'un redressement fiscal par les autorités politiques des pays d'origine de ces profits. Le jour où ils seront rappatriés aux Etats-Unis, moyennant une taxation suffisamment modérée pour en sauver l'essentiel, ils seront redistribués à leurs actionnaires. Ce sujet capital fera partie de la seconde contribution prévue dans quelques semaines.

## **(D) Les champions de la lutte contre les inégalités...et les autres**

### **Il y a deux approches pour réduire les inégalités :**

- Améliorer le sort des Pauvres et des Classes Moyennes : accroître leurs parts dans le Revenu National, et accélérer la croissance de leurs revenus

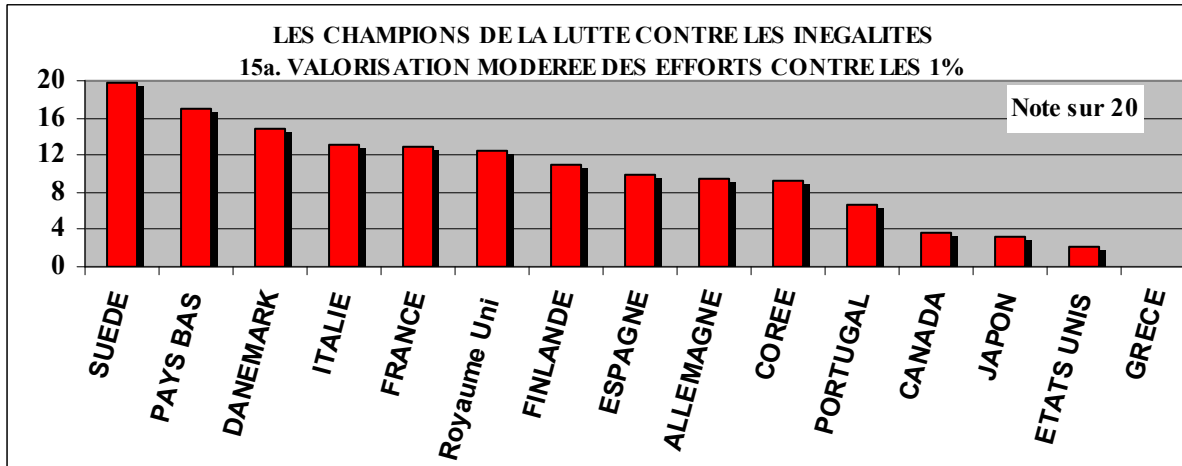
- Réduire le sort des Riches et des Très Riches : diminuer leurs parts dans le Revenu National, et ralentir la croissance de leurs revenus

Pour mesurer les effets de l'interventionnisme des Etats en matière d'inégalités, il faut :

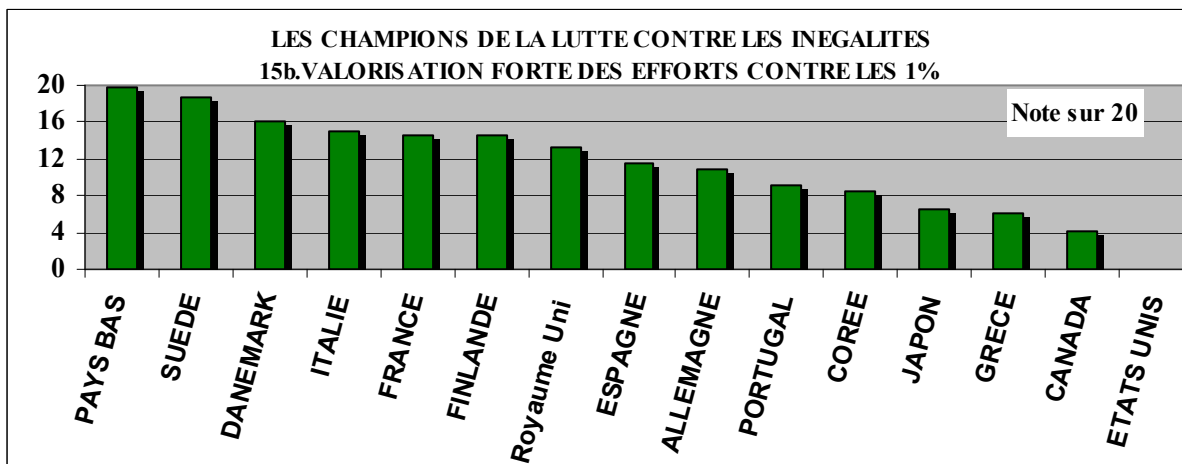
- Retenir en positif les 4 ratios concernant les Pauvres et les Classes Moyennes (parts du revenu national et croissances des revenus)

- Retenir en négatif les 4 ratios concernant les Riches et les Très Riches (parts du revenu national et croissances des revenus)

On peut ensuite jouer sur les pondérations. Si on conserve les poids démographiques (20%, 70%, 9% et 1%), la valorisation des efforts pour plafonner les riches, et surtout les très riches, est limitée. Cette pondération avantage les pays qui ont le moins défavorisé les Riches et les Très Riches. Le podium est occupé par Suède, Pays-Bas et Danemark. La France est cinquième et les Etats-Unis ne sont qu'avant derniers.



On peut au contraire valoriser les pays qui ont plafonné plus énergiquement les Riches et surtout les Très Riches. En retenant par exemple une pondération 20%, 40%, 20% et 20%. D'une courte tête, les Pays-Bas devançant Suède et Danemark. Les Etats-Unis sont rétrogradés à leur véritable place, la dernière. La France reste à la cinquième place.



L'envolée des inégalités est un des facteurs majeurs de la décadence des Economies Occidentales. Cet exercice pour "faire parler les chiffres" suggère au moins trois observations :

- Leur combat énergique contre les inégalités n'empêche pas Suède et Danemark de réaliser de brillantes performances économiques. Irait-on jusqu'à suggérer qu'il les favorise ?
- Les Etats-Unis sont les champions incontestés de la course aux inégalités. Mais réalisent des performances économiques simplement moyennes. Aux oubliettes la théorie du ruissellement ?
- La prétention de la France d'avoir le meilleur Modèle Social, est loin d'être confirmée par sa performance à peine moyenne pour la lutte contre les inégalités.

### CHAPITRE 3 : LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE

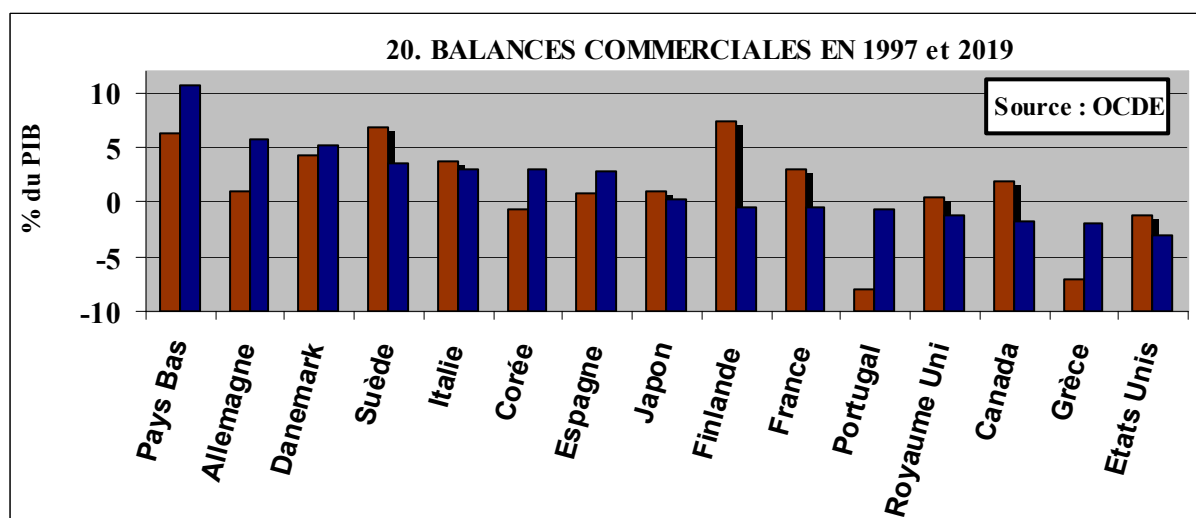
Son rôle est doublement fondamental :

Une balance commerciale déficitaire signifie qu'une partie de la demande interne est satisfaite par des importations, ce qui réduit la croissance, et pèse sur l'amélioration du niveau de vie et l'emploi.

Elle doit mécaniquement être compensée par un alourdissement de l'endettement externe; fragilisant la situation financière du pays.

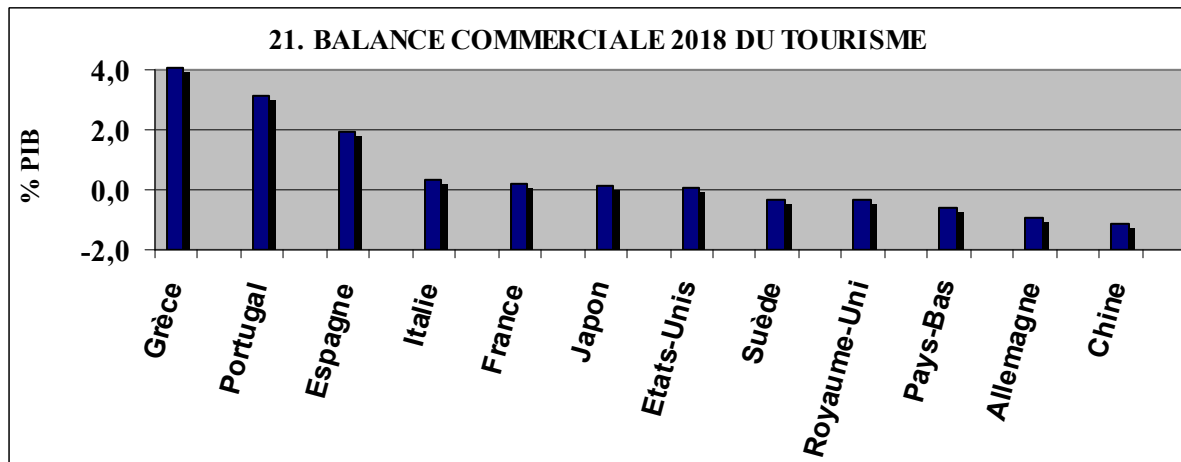
Cela justifie d'en faire le troisième Objectif Fondamental des Citoyens-Electeurs, et nécessite de proposer une mesure des performances en ce domaine des Modèles Nationaux.

(A) La **balance commerciale** d'un pays est une approche trompeuse de la compétitivité internationale. En 2019 l'Italie se retrouve en cinquième position, derrière les Pays-Bas, le Danemark l'Allemagne et la Suède. Cela veut-il dire que la compétitivité internationale de l'Italie soit l'une des meilleures en Europe? Hélas non : ce résultat flatteur est du à la très faible progression de sa croissance, donc de ses importations. Le Japon, huitième est le dernier pays à conserver une balance légèrement positive. La Finlande, qui détenait en 1997 la première place, chute, en raison du sinistre commercial et industriel qui a frappé Nokia, en neuvième position, juste devant la France. La Grèce, à force d'austérité et de croissance négative, n'est plus dernière : les Etats-Unis font encore pire.



Circonstance aggravante : Beaucoup de journalistes -et même d'économistes?- ne sont pas conscients que les chiffres publiés tous les mois, et savamment commentés, ne couvrent que les seuls échanges de biens! Il faut attendre la publication des comptes trimestriels pour faire une analyse correcte de la balance commerciale des échanges de biens **et services**. Qui prend alors la peine de signaler que tous les pays du "club méditerranée ont, grâce au tourisme, des balances de services excédentaires, de 2% du PIB pour la l'Espagne, 3,2% pour le Portugal et surtout 4,4% pour la Grèce? A une exception près : la France, malgré ses atouts naturels et ses trésors historiques se contente d'un faible excédent de 0,2% du PIB : Elle s'enorgueillit de son record du monde des entrées de touristes sur son territoire, mais préfère ne pas s'interroger sur le nombre, et les raisons, de ceux qui ne font que la traverser à 130 km/h, pour se rendre en Espagne, au Portugal, en Italie ou même en Afrique du Nord.

Exemple tragique des ravages causés par cette focalisation sur les seuls échanges de biens : Horreur, la Balance Commerciale hors tourisme de la Grèce est encore en 2018 de -4,4% du PIB, il faut rajouter un cran à la politique d'austérité! Alors que la balance commerciale du tourisme, +4,1% du PIB, comblait presque le trou creusé par les autres activités... Saluons la clairvoyance des experts allemands qui avaient, au début des années 2010, conçu le plan EUREKA : plutôt que de prêter à la Grèce des sommes colossales, qui ne seraient jamais remboursées, ils proposaient de lui racheter à bon prix, des îles et des sites archéologiques, et d'y investir massivement pour développer le tourisme. Levée de boucliers, face à cette approche mercantile, les Grecs furent les premiers à dénoncer cette atteinte à leur patrimoine national. Ils ont eu l'austérité, et les Européens ont du abandonner une bonne partie de leurs prêts...



Le tourisme a joué le même rôle salvateur -et créateur d'emplois non délocalisables- dans les autres pays du "Club Méditerranée"...sauf la France. Il faut remonter au passage de Laurent Fabius au ministère de l'économie - à la même époque- pour voir lancer un "Plan Tourisme" ambitieux... qui s'est vite perdu dans les sables.

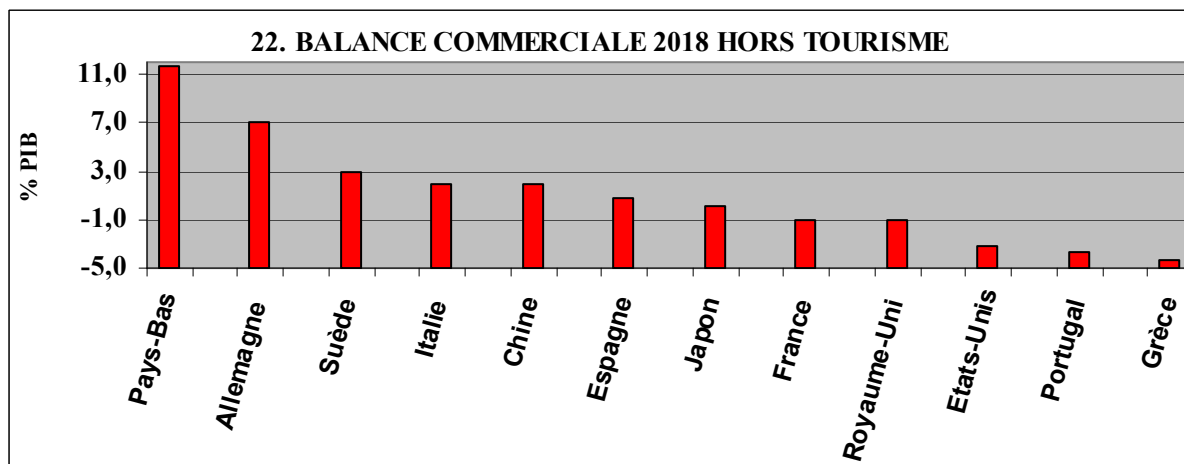
Connaissant la Balance Commerciale du Tourisme -hélas on ne connaît pas encore les chiffres de 2019, car le sujet n'intéresse ni les Etats ni les Economistes-, on peut calculer la balance commerciale hors Tourisme. Ce sont, pour l'essentiel, la production de biens, et les activités de service aux entreprises; dont le fer de lance, en matière d'échanges internationaux, est l'Industrie Manufacturière.

Ce n'est toujours pas un indicateur de compétitivité : l'Italie est toujours à la troisième place, "grâce" à sa croissance zéro. Une situation à haut risques financiers et sociaux.

Ce cas mis à part, le graphique 6 isole deux populations aux comportements fort différents:

- A gauche, de l'Allemagne au Japon, les pays dont les activités marchandes hors tourisme, dégagent une balance commerciale au moins équilibrée, indice de viabilité économique et financière de leurs industries.
- A droite, de la France à la Grèce, les pays dont les activités marchandes hors tourisme, dégagent une balance commerciale plus ou moins déficitaire, indice que la viabilité économique et financière de leurs industries n'est pas assurée. En langage courant, on gémit que ce sont des pays souffrant de désindustrialisation.

Dans ce sous-groupe Grèce et Portugal, jusqu'en 2019, compensaient l'essentiel du déficit industriel par les performances de leurs activités touristiques. En France, on préfère rêvasser à renverser le cours de l'histoire, en relocalisant des activités industrielles. Vaste programme...Mieux vaudrait exhumer le "Plan Tourisme" de Laurent Fabius: gagner un point de PIB de balance commerciale du Tourisme, et des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables, parait un objectif raisonnable. Moins "noble" (?) mais certainement moins couteux et plus réaliste!



(B) C'est la **COMPETITIVITE DES EXPORTATIONS** qui est le critère fondamental de la compétitivité. L'approche retenue pour la mesurer est celle qu'utilisent toutes les entreprises exportatrices : **surveiller l'évolution de leurs parts de marché.**

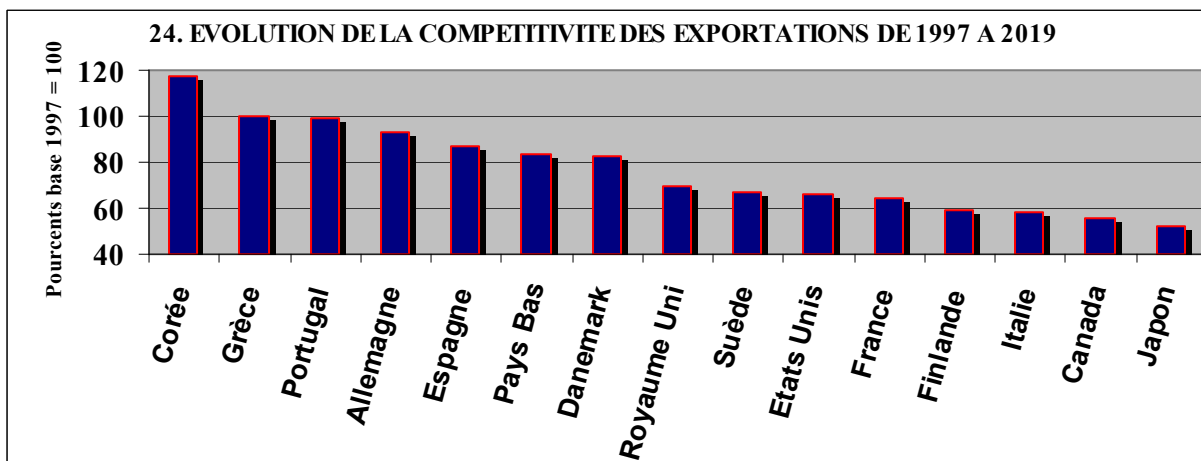
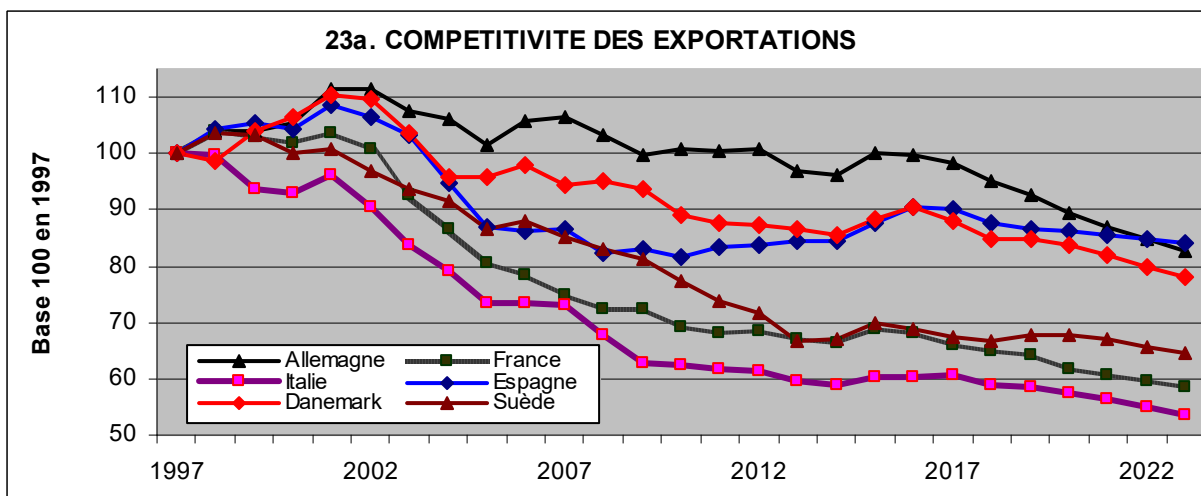
L'indicateur proposé est la vitesse de variation de la part du pays dans les importations mondiales de ses concurrents. On élimine ainsi l'effet de taille qui rend les performances difficiles à visualiser : Passer de 1% à 0,8% pour un petit pays est la même contreperformance que chuter de 20% à 16% pour un grand pays. La base 100 en 1997 a pour but de mesurer l'impact de la surévaluation de l'euro. **Il est spectaculaire pour la France : seules la Finlande et l'Italie lui évitent la honte d'être la lanterne rouge des pays développés.** L'effondrement de la performance Finlandaise est du au sinistre industriel et commercial subi par son flambeau. Après une magnifique percée permise par sa capacité d'innovation, Nokia a sombré sous la montée en puissance de ses concurrents Chinois et Coréens, avantagés par des couts de production imbattables.

Pour la première fois - et la dernière- Grèce et Portugal montent sur un podium, et l'Espagne n'est pas loin: les brillantes performances de leurs activités touristiques ont plus que compensé l'effritement de leurs activités manufacturières. Troublante contre-performance Japonaise. Il n'est pas facile d'avoir la Chine et la Corée comme voisins immédiats?

Le Modèle Allemand est optimisé autour de la volonté de maintenir des activités industrielles compétitives sur le sol national. Et elle y parvient brillamment. Mais nous verrons qu'elle bénéficie d'un avantage décisif que lui apporte l'euro, et que les allemands préfèrent occulter : la valorisation de l'euro par les marchés financiers est lestée par les craintes qu'inspirent les contreperformances des pays du "club méditerranée".

Sa monnaie **réelle** lui assure une excellente compétitivité... tant que la zone euro résiste à la pression des marchés financiers qui recommencent à sentir l'odeur du sang. Si la zone euro éclatait, le nouveau Mark s'apprécierait immédiatement de 20% ou 30% face à toutes les monnaies mondiales. On comprend mieux la forte hostilité de Donald Trump face à la zone euro en général, et à l'Allemagne tout particulièrement : son éclatement réduirait significativement l'énorme déficit des échanges commerciaux Etats-Unis Allemagne. Rappelons que le handicap des Etats-Unis est **l'insuffisance structurelle de leur épargne** : le pays vit, et consomme, au-delà de ses moyens.

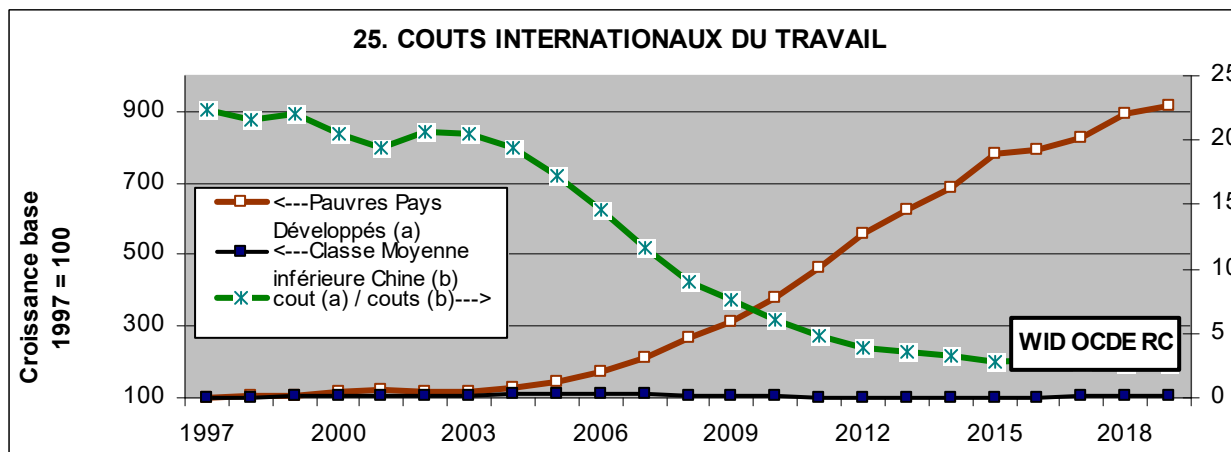
Grace à la performance Allemande, l'Euroland fait un peu moins mal que les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Mais l'écart entre ces pays industrialisés et la Chine est vertigineux : il faudrait prolonger l'ordonnée du graphique 23b au delà de 450% pour mesurer la performance chinoise. Seule la Corée a progressé jusqu'en 2012, mais recule depuis lors devant le rouleau compresseur de son voisin.



**(C) C'est la CONTRAINTE INTERNATIONALE** créée par la transformation de la Chine en « Atelier Manufacturier du Monde » qui contribue massivement à la désindustrialisation dans la plupart des pays développés : Pour les activités industrielles et commerciales qui ne sont pas protégées par un haut degré de technicité, les couts internationaux du travail jouent un rôle majeur dans la répartition mondiale des tâches. L'établissement du graphique 8 nécessite, pour un observateur extérieur nombre d'hypothèses simplificatrices et

d'extrapolations audacieuses. Mais les résultats sont trop spectaculaires pour ne pas être significatifs : les 20% d'emplois pauvres des pays développés, souvent peu qualifiés, et les décrocheurs condamnés à des allers retours entre petits boulots précaires et mal payés et chômage, sont en concurrence avec les emplois de la classe moyenne inférieure chinoise, de mieux en mieux éduqués, et prêts à subir des conditions de travail inacceptables dans les pays développés.

En 1997, un emploi "pauvre" dans les pays développés, exprimé en monnaie internationale, coûtait plus de 20 fois un emploi "classe Moyenne inférieure" en Chine. Et voilà pourquoi, en un quart de siècle, la Chine est devenue l'atelier du monde.



De 1997 à 2019, le coût international du travail a été multiplié par 9 en Chine, est resté quasi-stable dans les pays développés. Le coût international d'un emploi pauvre dans les pays développés n'est plus qu'un peu supérieur à 2 fois celui d'un emploi "classe moyenne" en Chine. Mais entre temps nombre de pays d'Asie du Sud Est ont progressivement remplacé la Chine comme fournisseur de travail à bas prix. Et la Chine est montée en gamme, devenant par exemple le premier producteur mondial de matériel de transport terrestre, et capable de produire quasiment seule (après avoir pompé la technologie occidentale) ses TGV et ses centrales nucléaires et bientôt ses avions moyen courriers. La contrainte ne faiblit pas. La seule sortie "par le haut" est un gigantesque effort d'innovation et de formation...

#### D. ECHANGES EXTERIEURS ET CROISSANCE

C'est sur le terrain, et en première ligne, que j'ai mesuré l'impact sur la croissance, et l'emploi, de l'évolution de la balance commerciale. Avec l'autorisation de l'auteur, je reprend l'épilogue de mes mémoires, qui seront d'ailleurs disponibles prochainement sur mon site rénové.

- De 1998 à 2018, la **balance commerciale Française** est passée de +20,6 milliards d'euros (+1,5% du PIB) à -60 milliards (-2,5% du PIB) soit une détérioration de 80 milliards (4% du PIB) qui a réduit d'autant la croissance.

- La France ne produisant pas de pétrole, la **balance commerciale des produits énergétiques** est passée de -9,4 milliard d'euros en 1998 (-0,7% du PIB) à -45,9 milliard d'euros en 2018 (-1,95% du PIB). Un alourdissement de 0,5% du PIB du prélèvement sur la richesse nationale par rapport à 2016, mais qui est encore loin des -3% subis de 2011 à 2014.

- Le véritable indicateur de la compétitivité internationale est la **balance commerciale de l'industrie manufacturière**. Elle est passée de +19,9 milliards d'euros (+1,5% du PIB) à -46,8 milliards (-2% du PIB) soit une détérioration de 66,7 milliards (3,5% du PIB)

- De 1998 à 2018, la **balance commerciale de l'industrie automobile** est passée de +8,9 milliards d'euros (+25% de son chiffre d'affaires) à -12,3 milliards (-17% de son chiffre d'affaires) soit une détérioration de 21,2 milliards, qui explique 32% de la détérioration de la balance commerciale de l'industrie manufacturière. Les douanes décomposent cet agrégat en deux sous ensembles. La balance des produits finis (voitures et véhicules industriels) a basculé dans le rouge dès 2007. Celle des composants et pièces détachées, dont une part importante est destinée à l'entretien du parc existant, n'a basculé qu'à partir de 2017. Mais avec 10 ans de décalage, la détérioration est aussi rapide.

- Heureusement, de 1998 à 2018, la **balance commerciale de l'industrie aéronautique** est passée de +0,8 milliards d'euros à +19,9 milliards, soit une amélioration de +19 milliards qui compense presque la contreperformance de l'industrie automobile.

- Hélas l'industrie aéronautique est la seule à surnager. **L'ensemble de l'industrie manufacturière hors auto et aéro** a contribué pour 65 milliards à la détérioration de la compétitivité de l'économie française. Ne surnagent que les matériels militaires et les industries de l'agro-alimentaires et du luxe. Mais des pans entiers ont connu des naufrages encore pire que l'industrie automobile : leurs fleurons du siècle dernier ont carrément disparu.

Les constructeurs ne s'acharnent pas à fournir les informations qui permettraient de pousser plus loin cette analyse qui n'intéresse que quelques économistes attardés. Et les Pouvoirs Publics ne commencent à s'inquiéter que lorsqu'un groupe implanté en province annonce un "plan d'amélioration de la compétitivité". Il faut donc se limiter à une approche fragmentaire.

Pour l'activité "Véhicules Industriels", c'est relativement possible. On ne peut évaluer ce qu'était la balance commerciale de la sous-branche "véhicules industriels" en 1998. Mais on peut en revanche estimer les **détériorations annuelles** dues aux seules variations des exports et imports de camions. Quand la part de marché français baisse d'un point dans un marché de 55000 (moyenne 2000 à 2008) cela veut dire que 550 véhicules ne sont pas produits par RVI, mais importés. Et quand la part de marché Europe hors France baisse de un point dans un marché de 234000 (moyenne 2013 à 2018) cela signifie une perte de 2300 camions. Dont au moins 80% auraient été produits en France (le reste dans les usines Espagnoles et Anglaises). On peut donc année par année estimer le "manque à produire de camions" du à la détérioration de la performance commerciale, et l'impact sur les chiffres d'affaires exports et imports. Pour éviter de surestimer le résultat, le calcul est fait en supposant qu'il s'agit de "véhicules moyens de plus de cinq tonnes", alors que les concurrents les plus agressifs ne produisent que des camions de plus de 16 tonnes. Et que le "prix départ usines" est de 75% du prix de vente final.

eut-on estimer la part de cet alourdissement du déficit commercial "Véhicules Industriels" résultant de l'échec commercial du "Grand Deal Planétaire? Rien n'est impossible pour un bon analyste habitué à faire parler les chiffres.

De 1984 à 1994, RVI était parvenu, grâce à la compétence et à la pugnacité de son équipe de direction, à résister aux guerres des prix périodiques déclenchées par ses concurrents, et à maintenir ses part de marché à 40% sur son marché national, et à 6% sur le marché européen hors France. Les marchés des années 2000 à 2018 ayant été en moyenne nettement plus favorables, à l'exception



des années 2009 à 2011, on peut avancer sans forfanterie que ces performances auraient pu être maintenues avec une équipe de direction à la fois compétente et courageuse dirigée par un vrai capitaine.

Malgré les hypothèses systématiquement minorantes retenues, le résultat est trop massif pour ne pas être significatif : **En 18 ans la gestion d'un RVI devenu docile, sous la main de fer de Volvo, à détérioré la balance commerciale Française d'un supplément d'au moins 5 à 6 milliards d'euros.**

Cette péripétie, qui n'est plus tout à fait un simple accident micro-économique, explique un quart des 21,2 milliards de détérioration de la balance commerciale de l'ensemble de la branche automobile constatée par les douanes.

Bel exemple, à méditer, des dégâts que peut faire un Président muré dans sa certitude d'avoir raison contre tous. Et où les événements finissent par punir sa "crise d'hubris".

## **E. PARITES ET COMPETITIVITE**

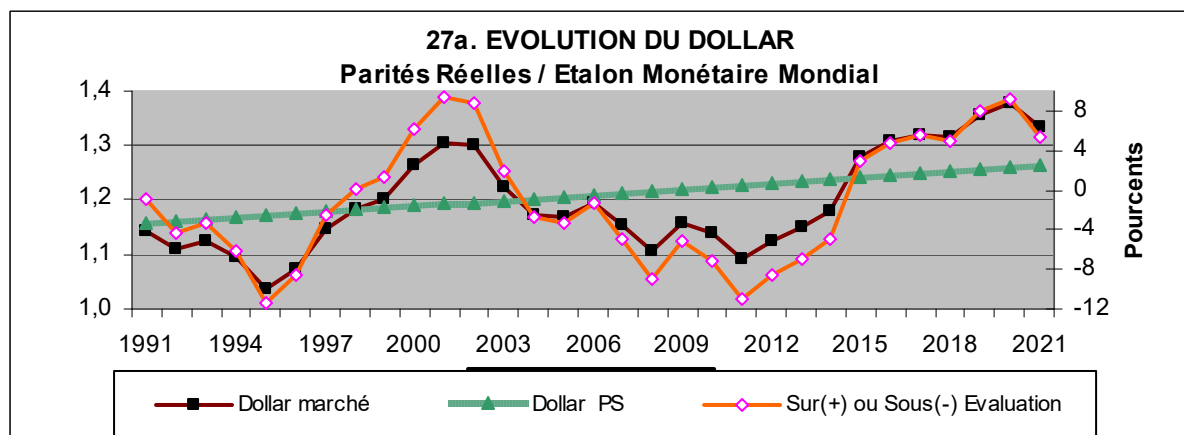
Etendons l'analyse à l'ensemble de l'industrie manufacturière française. En 20 ans, sa balance commerciale s'est détériorée de 67 milliards d'euros, une perte de 3,5% du PIB en 20 ans. Quelle part a prise la gestion des grandes monnaies mondiales dans ce naufrage?

Pour traiter correctement un sujet aussi complexe, j'ai besoin d'actualiser une analyse sur laquelle j'avais un peu levé le pied, l'évolution des Industries Manufacturières des 15 principaux concurrents. Je m'appuie pour cela sur la Banque de Données STAN de l'OCDE. Qui malheureusement ne fournit encore que des données partielles s'arrêtant en 2018.

Pendant les quelques semaines que me demandera cette mise à jour, il faut se limiter à une approche purement financière.

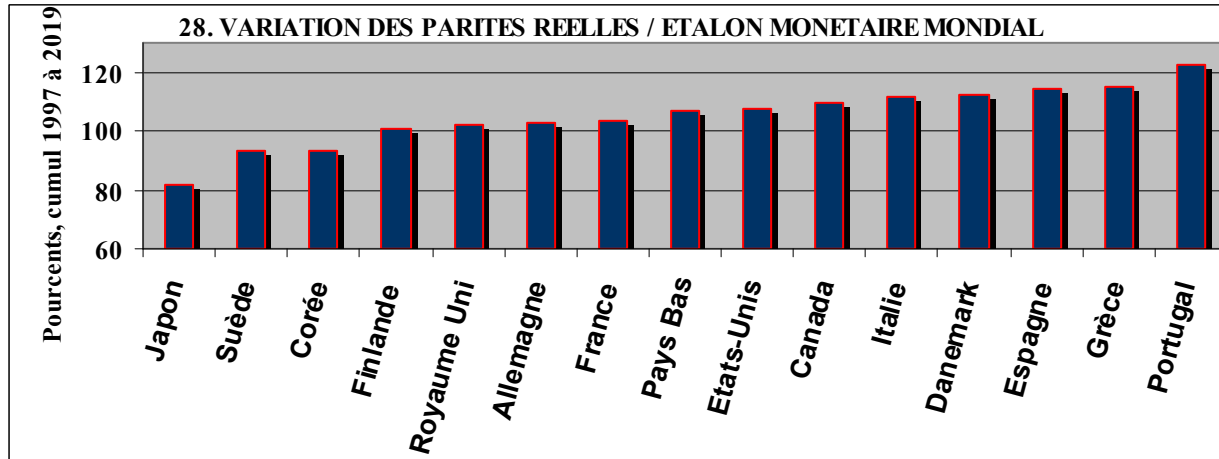
**E1. L'annexe II présente les trois outils** permettant de mesurer l'évolution des parités.

- Création d'un **Etalon Monétaire Mondial** supprimant, au moins sur le papier, l'approche traditionnelle qui fait du dollar la référence de toutes les analyses, et renforce la croyance que le Modèle Américain mérite un "statut spécial" qui lui permet de faire n'importe quoi. Et Trump a montré jusqu'où ça peut mener!



- Création des "**Parités Structurelles**" pour mesurer les tendances lourdes qui impactent les choix stratégiques des décideurs de l'Economie Réelle. - Elles permettent de mettre en évidence que l'Economie Réelle de chaque Modèle National se heurte, dans ses relations avec ses partenaires et concurrents à des **Barrières Monétaires**.

**D2. Le calcul des BARRIERES MONETAIRES** est très simple : quand la monnaie réelle allemande s'apprécie légèrement (3 pourcents en 22 ans) face à l'EMM, alors que le yen se déprécie au contraire de 18 pourcents, la Barrière Monétaire de l'Allemagne face au Japon est de  $18 + 3 = 21$  pourcents. Et voila pourquoi même l'Allemagne n'exporte que marginalement vers le Japon!



En laissant sa Parité Structurelle **réelle** (dérive des prix déduite) s'apprécier, un pays impose à ses exportateurs une surcharge de leurs prix de revient pénalisant leur compétitivité, et aide au contraire les importateurs à accroître leur pression sur les producteurs nationaux. **Les Barrières Monétaires fonctionnent donc exactement comme les Barrières Douanières..** La seule différence est que, lorsque Trump impose des droits de douane prohibitifs pour mettre à genoux un pays qui lui déplaît, une réponse est possible : répondre par des droits de douane sur des produits fabriqués dans un état républicain. Et en route pour une crise modèle 1929. Alors que lorsqu'un concurrent laisse sa monnaie se déprécier, seul un pays s'autorisant une dévaluation peut répondre. Si son appartenance à la Zone Euro, ou toute autre raison le lui interdit, les exportateurs pénalisés ne peuvent que délocaliser leur production.

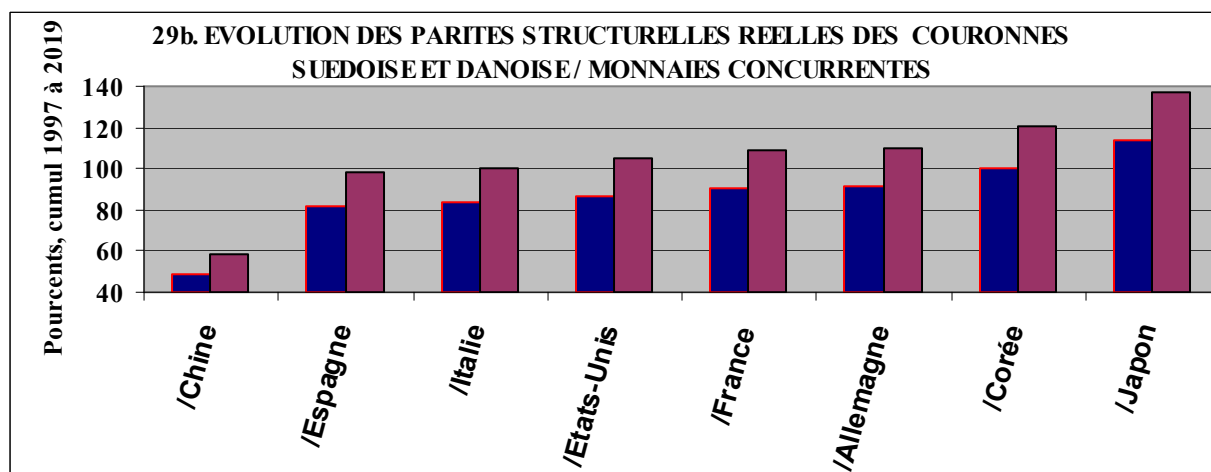
La revue des 15 Modèles Nationaux retenus pour la présente contribution montre que :

- Seuls trois d'entre eux sont parvenus à déprécier leur monnaie sur la période 1997 2019 : le Japon (-18%), pour essayer de compenser l'atonie de sa demande interne, la Suède (-7%), pour confirmer la réussite de ses réformes des années 90, et la Corée (-6%) qui, après avoir failli sombrer dans les années 90, s'est jurée "plus jamais ça".

Suivent quatre pays qui ont à peu près maintenu la parité de leurs monnaies avec l'EMM : la Finlande, le Royaume-Uni (pré-Brexit), l'Allemagne et la France.

- Les huit derniers, des Pays-Bas (+7%) à la Grèce (+15%) et au Portugal (+22%), ont laissé accroître les barrières Monétaires qui ont handicapé leur compétitivité. Volontairement pour le Danemark (+12,5%) qui paie son accrochage à l'euro.

Le graphique 29b visualise le **comportement radicalement inverse des politiques monétaires de la Suède et du Danemark.**



La **parité structurelle danoise** (en rouge) n'a maintenu sa parité que face à l'Espagne et à l'Italie. La barrière monétaire est tolérable (5% en 22 ans) face à la France et à l'Allemagne. Elle est dissuasive face à la Corée (20%) et est carrément infranchissable face au Japon.

En revanche la **parité structurelle Suédoise** s'est dépréciée contre toute monnaie, sauf le Japon. J'ai vécu en première ligne les effets de l'avantage monétaire dont bénéficiait Volvo face à Renault Véhicules Industriels et à Mercedes. Il a joué un rôle non négligeable dans l'issue finalement malheureuse de la belle aventure que j'ai vécue.

D3. Le rapprochement des graphiques 24 (Compétitivité des exportations) et 28 (variation des parités structurelles) montre que l'impact des politiques monétaires est loin d'expliquer totalement la dispersion des compétitivités.

- Ce n'est vrai que pour cinq pays, pour lesquels les deux classements ne diffèrent que de deux places : Corée, Allemagne, Pays-Bas, Etats-Unis et Italie.

- Trois pays, Espagne, Grèce et Portugal ont, grâce au Tourisme, une compétitivité bien meilleure que ce qu'aurait pu faire craindre la hauteur de leurs barrières monétaires.

- C'est l'inverse pour les cinq derniers, Japon (-13 places), Suède (-11 places), Finlande (-8 places), France (-5 places) et Danemark (-4 places). Il faut creuser plus profond pour trouver les autres facteurs qui ont plombé les compétitivités des cinq derniers pays.

**D4. Les indicateurs de sur ou sous-évaluation conjoncturelle**, reproduit sur le graphique 27a, et ses homologues que vous trouverez en annexe II, montre des oscillations importantes, et durant entre 4 et 8 ans. Ces longues durées sont la conséquence de la lenteur de réalisation sur le terrain de décisions stratégiques portant sur de nouveaux produits et modalités de production. Et de la résilience de l'économie réelle face à un environnement financier hostile. Quand les dégâts causés par une surévaluation d'une monnaie deviennent aveuglants, les marchés financiers comprennent qu'il faut retourner leurs positions. Et c'est d'ailleurs la justesse de leur analyse qui est à l'origine de leurs profits substantiels!